L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES
nouvelle série

N° 933 (3326)
du 29 octobre
au 4 novembre 2026
2 euros
ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

4434
abonnés reçoivent ce numéro.
Et vous ?
(Formulaire page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Après les puissantes manifestations du 24 octobre Macron et Lecornu sont contraints de faire mine de reculer

Le 5 novembre GRÈVE

À Paris, le 24 octobre.

AFP

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AU BRÉSIL

Une immense mobilisation pour une exigence de rupture page 12

À Rio de Janeiro, le 24 octobre.

AFP

Préparer le 5 novembre, préparer la grève

Pierre Valdemienne

Dimanche 25 octobre, dans un revirement inédit, le peuple brésilien a réélu Lula, avec plus de 10 millions de voix en plus qu'au premier tour.
En 21 jours, des millions de jeunes et de travailleurs sont descendus dans les rues dans des centaines de villes, lors de milliers de manifestations, dans le cadre de la plus grande mobilisation populaire de l'histoire du Brésil. Avec l'aide de la jeunesse, qui a commencé à descendre dans les rues dès le lendemain du premier tour, sans attendre les ordres de quiconque, les masses populaires sont entrées en scène en développant des formes élémentaires d'auto-organisation. Pour battre Bolsonaro, soutenu par Trump et Netanyahou, ami de Mme Le Pen.
Dans l'autre hémisphère, en Europe et singulièrement en France, le président Macron et son Premier ministre Lecornu ont tout fait pour qu'à coups de répression, d'interdictions, de couvre-feux, de Conseil de défense, de menaces, de « recommandations de ne pas manifester », la masse des travailleurs et de la jeunesse, qui était sortie ultra-massivement samedi 17 octobre sur des revendications précises et pour exprimer un ras-le-bol de cette situation insupportable, reste chez elle (*lire ci-contre*). C'était sans compter la puissante détermination, la profonde colère et une volonté acharnée de ne rien lâcher. Sans oublier une grande lucidité pour ne pas tomber dans les pièges, en s'appuyant sur les syndicats mais aussi sur la France insoumise (LFI).
Comme l'indique Jean-Luc Mélenchon, et il n'est pas le seul à le dire : *« Le pouvoir doit céder ou il ne restera plus que la porte de sortie. »* **Le flot ininterrompu de manifestants, qui a déferlé avec calme et sang-froid dans toute la France, ce samedi 24 octobre, aura contraint l'exécutif à répondre à la demande des organisations lycéennes et étudiantes d'être reçues pour répondre aux revendications, ce lundi 26 octobre (*voir aussi page 4*).**
Pour préserver coûte que coûte les intérêts de ceux qu'ils représentent, en total déni de démocratie, Macron et son gouvernement aux abois, acculés, mais avec toujours leur pouvoir de nuisance, se voient contraint de faire mine de reculer. Après la féroce répression, toujours en vigueur, après la remise en cause des principes démocratiques élémentaires du droit de manifester, c'est maintenant fourberie et rideau de fumée. Pensent-ils vraiment convaincre qui que ce soit avec ces annonces qui ne sont que de piteux artifices ? Il suffit d'examiner les réponses pour se rendre compte que, comme le disent les organisations lycéennes et étudiantes, le compte n'y est pas, loin s'en faut. Il est bien probable que personne ne soit dupe. C'est en tout cas certain pour toutes celles et tous ceux qui redescendront dans les rues et qui préparent le 5 novembre et la grève.

Compte X Union étudiante

AFP

Correspondante

Témoignage

Retour sur la manifestation du 24 octobre à Paris

Correspondant

Depuis le 17 octobre, le gouvernement fait feu de tout bois pour interdire les manifestations du 24 octobre.

Les médias relaient en continu les images du 17 octobre afin d'apeurer, de décourager la masse des présents le 17 de revenir manifester le 24 sur leurs revendications.
Le nombre de forces de l'ordre mobilisées, la mobilisation de la B.R.I, de l'armée, pour sécuriser disent-ils, contre le chaos qu'ils annoncent, les menaces de répression, les invectives du président et du Premier ministre, la propagande des chaînes d'info contre la mobilisation : tout y passe.
À Paris, un parcours Bastille-Nation est signé le jeudi 22 octobre au soir entre les syndicats et la préfecture. Le vendredi 23 octobre au soir à 21 heures, la préfecture décide d'interdire le parcours initialement prévu et propose un itinéraire totalement ubuesque sur les boulevard des Maréchaux. Mais les discussions continuent dans et entre les syndicats, dans les organisations politiques, entre les militants. L'attitude de la préfecture est grossière.
Un communiqué de l'intersyndicale sort dans la soirée pour dénoncer le comportement de la préfecture et du gouvernement, pour dénoncer cette attaque insupportable à la liberté de manifester.
Au matin du samedi 24 octobre, les discussions continuent. Ce n'est qu'à 11 h 30 que l'intersyndicale décide d'accepter le parcours imposé du préfet, tout en le dénonçant.
Il reste peu de temps pour communiquer, peu de temps pour s'organiser. L'intersyndicale envoie un visuel à toutes ses structures avec le nouveau lieu de départ de la manif appuyée par des organisations politiques. Les boucles de militants se mettent en marche. Des milliers sont tenus au courant instantanément du nouveau lieu de rendez-vous et en deux heures, ce sont des centaines de milliers qui se dirigent donc vers la porte d'Italie.
Les métros qui y mènent sont bondés de manifestants, calmes, déterminés, qui veulent faire entendre leur voix et qui n'acceptent pas les manœuvres, les mensonges, les menaces, les provocations.
À 14 heures, le cortège s'élance, massif. Le calme et la détermination sont toujours palpables. Les mots d'ordres sont scandés. On y entend *« Macron démission »*, *« Abrogation de Parcoursup »*, *« 10 milliards pour la jeunesse »*, *« grève générale »*, des slogans contre la vie chère, contre le racisme d'État, contre le gouvernement, contre le rassemblement national, contre le fascisme. Les discussions entres militants sont nombreuses. *« Il faut recommencer le 31 »*, *« oui et il y a aussi le cinq, il faut généraliser la grève »*, *« il y en a marre faut qu'ils dégagent »*…
À 16 heures, anecdote significative : le cortège s'arrête sur un pont. 10 minutes, 20 minutes, on attend. Mais que se passe-t-il ? On apprend que les CRS sont à la sortie du pont. 100 mètres les séparent des manifestants. Les journalistes sont amassés entre les forces de l'ordre et la tête du cortège. Les manifestants attendent encore calmement. La police recommence à avancer, les manifestants aussi, dans le calme.
Vers 17 h 30, la manif arrive porte de Vincennes. La sortie se fait au compte-goutte au milieu des forces de l'ordre. Celle-ci commence à fermer les rues adjacentes au pas de charge, mais même si la tension est palpable, tout le monde reste calme. Quand le cortège de tête commence à se dissoudre, la porte d'Italie est encore pleine.
Il faudra attendre près d'une heure pour voir apparaître les premières échaufourrées. Moment où la repression s'abattra encore de manière ultraviolente sur les manifestants.
Malgré tous les obstacles, ce sont encore des centaines de milliers qui ont défilé ce jour-là.
Ironie de l'histoire, le parcours imposé par la préfecture permettra à des riverains, acquis à la cause des manifestants, de prendre des images impressionnantes du haut de leurs balcons de ces centaines de milliers.
Images qui se retrouveront instantanément sur les réseaux sociaux et qui témoigneront, mieux que toutes les chaînes d'info, de la puissance de cette journée.
On est jamais mieux servi que par soi-même.

■

5 NOVEMBRE

La grève se prépare

● **« Les ports français vont être à l'arrêt à 95 % »** vendredi 30 octobre (Tony Hautbois, secrétaire général de la CGT des dockers)

● **L'ensemble des syndicats de l'enseignement privé sous contrat** appellent à la grève le 5 novembre ce qui constitue une « première » dans l'histoire du privé, selon eux.

● **À la SNCF, les quatre principaux syndicats de la compagnie ferroviaire (CGT-Cheminots, UNSA-Ferroviaire, Sud-Rail et CFDT-Cheminots)** ont, dans un communiqué commun, appelé les agents *« à se mettre en grève »* et *« à participer aux manifestations pour (leurs) conditions sociales, de vie et de travail ». « Comme beaucoup de salariés dans le pays, les cheminots subissent l'austérité budgétaire. Elle se traduit par un déclassement social et des salaires qui stagnent »*, dénoncent-ils.

● **La Fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale** appelle en effet à la grève, réclamant la hausse du point d'indice des fonctionnaires et des budgets de l'État (PLF) et de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2027 *« à la hauteur des besoins »*. **La Fédération CFTC Santé Sociaux** appelle, elle aussi, les hôpitaux les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux, publics et privés, à rejoindre l'appel à la mobilisation intersyndicale, demandant *« des salaires dignes, de meilleures conditions de travail et des moyens à la hauteur de leurs missions »*.

● **La FAPT-CGT, qui représente les salariés des activités postales et de télécommunications, dont ceux de La Poste, Orange, SFR ou Chronopost,** a également rejoint l'appel à la mobilisation, dénonçant *« salaires insuffisants, emplois supprimés, intensification du travail, dégradation des conditions de travail et remise en cause des missions de service public »*.

Informations ouvrières et *l'Insoumission* s'associent pour proposer des contenus. À retrouver sur les réseaux.

● **La confédération FO** appelle à la grève le jeudi 5 novembre et a déposé un **préavis de grève** qui *« débute le lundi 2 novembre jusqu'au 31 décembre 2026 »*.

● **La Confédération CGT** qui a mis en place un compteur des appels à la grève et des préavis pour le 5 novembre dénombre à ce jour **185 appels émanant de la plupart de ses fédérations** nationales (Mines énergie, Commerce, Cheminots, Services publics, Santé, Chimie…) de syndicats d'entreprise, de syndicats de collectivités territoriales… De nombreux préavis, comme c'est le cas dans les services publics territoriaux sont d'ores et déjà étendus aux jours suivants pour permettre les reconductions qui seraient décidées par les grévistes. Plusieurs fédérations constatent une dynamique exceptionnelle dans la période.

À Bordeaux, le 24 octobre. Correspondant

● **L'Union étudiant**e appelle à manifester *« massivement dans la rue le **31 octobre** et aux côtés des travailleuses et travailleurs le jeudi 5 novembre »*.

● Dans un appel, les u**nions départementales CFDT, CGT, FO, FSU, UNSA et Solidaires de Loire-Atlantique** appellent à la *« grève et aux manifestations le 5 novembre »*: *« Le gouvernement doit répondre aux revendications! (…) La brèche ouverte par la jeunesse lycéenne et étudiante doit trouver son relais dans la grève des travailleur-euses. Nos organisations syndicales appellent les salarié-es à se réunir dans leurs entreprises et administrations pour discuter de la préparation du 5 novembre 2026 et de ses suites. »*

● **Le syndicat national des médecins hospitaliers Force ouvrière** dépose un préavis de grève à compter du 31 octobre 2026 pour une durée illimitée et appelle à se mobiliser le 5 novembre, dans l'unité la plus large.

● **Les fédérations CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU et FA de la Fonction publique** appellent les agents pubics à *« se mobiliser massivement, par la grève et dans les manifestations, le 5 novembre prochain »*. ■

Appel des confédérations CFDT, CGT, FO, UNSA et FSU (5 octobre 2026)

« Les travailleurs et les travailleuses vivent un déclassement inédit. Carburant, produits alimentaires, loyers, gaz, électricité… tout augmente sauf les salaires et les pensions. Notre pays est au bord de la récession et les plans de licenciements se multiplient dans l'industrie comme dans le commerce ou les services.
Pourtant, le gouvernement dans son projet de budget aggrave encore la situation en s'attaquant notamment aux plus précaires et aux malades en gelant les prestations sociales et en réduisant le rôle protecteur de la sécurité sociale. Il baisse aussi les moyens de nos services publics et gèle le salaire des fonctionnaires pourtant en première ligne encore cet été pour sauver des vies et répondre aux besoins de la population face aux canicules et aux mégafeux. Face aux défis climatiques et technologiques qui nous attendent, une politique industrielle n'est plus une option : elle est une nécessité absolue qui fait pourtant toujours cruellement défaut.
La mobilisation des lycéen·nes et des étudiant·es est légitime. Leur colère, leurs inquiétudes et leurs revendications doivent être entendues et prises en considération. Les jeunes doivent pouvoir grandir, apprendre, se former, construire leur avenir et dans des conditions dignes. Dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations partagent les revendications pour de meilleures conditions d'étude et davantage d'égalité. Nous soutenons le droit des lycéen·nes et des étudiant·es à se mobiliser, à manifester et à se réunir pacifiquement, librement et en sécurité.
Après le succès de la journée de grève et de manifestation de la fonction publique du 29 septembre, les organisations syndicales appellent l'ensemble des salarié.e.s du public comme du privé, des jeunes et des retraité.e.s, à franchir une nouvelle étape : faire grève et manifester le jeudi 5 novembre prochain.

Nous demandons :
- L'ouverture immédiate dans toutes les entreprises et dans toutes les branches de négociations pour augmenter les salaires et réaliser l'égalité salariale Femmes-Hommes.
- L'augmentation des pensions des retraités, pour le régime de base comme pour les retraites complémentaires AGIRC ARRCO.
- L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des carrières de la fonction publique.
- L'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA…).
- Une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie. Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes, développer les transports collectifs décarbonés.
- L'augmentation des moyens de nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique.
- Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, l'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'aides publiques.
Les organisations syndicales alertent solennellement gouvernement et patronat. La colère est immense. La situation du pays est fragile. Il faut sans attendre répondre aux urgences sociales et environnementales. » ■

« Le 5 novembre, généralisons la grève ! Salaires, emplois, services publics, jeunesse : halte aux sacrifices ! »

Appel des unions départementales CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU, Solidaires et CFTC de la Somme (extraits)

« Pendant que les prix flambent, les salaires et les pensions stagnent. Le gouvernement impose des coupes budgétaires, étrangle les services publics et fait payer la facture aux travailleurs, aux jeunes, aux retraités et aux plus précaires. Pendant ce temps, des centaines de milliards d'euros d'aides publiques sont accordés aux entreprises, la fiscalité reste profondément injuste.
Le projet de budget 2027 confirme une politique qui fait porter l'effort sur la population et les services publics. Le gouvernement annonce 54 milliards d'euros d'efforts budgétaires, maintient le gel du point d'indice des fonctionnaires et prévoit de nouvelles restrictions qui menacent notre protection sociale.
L'argent existe : il doit servir à répondre aux besoins de la population, à rémunérer le travail et à préparer l'avenir, pas à creuser les inégalités !
Face aux revendications légitimes des jeunes et des travailleurs, le président Macron a pris la parole le 18 octobre de façon irresponsable et oppose le mépris, la répression et les menaces sur la liberté de manifester.
Nous exigeons des réponses concrètes à la hauteur de la situation !
ÇA SUFFIT ! NOUS REVENDIQUONS :
Des augmentations de salaires, du SMIC, des pensions et des prestations sociales. Des moyens pour la jeunesse, pour étudier, se former, travailler et construire librement son avenir. Des services publics renforcés, avec des moyens et des effectifs à la hauteur des besoins et dégel du point d'indice.
La défense de l'emploi et de l'industrie, une véritable transition écologique.
Une fiscalité juste, faisant contribuer les plus fortunés et les dividendes à l'effort collectif, contrôle des aides publiques aux entreprises et conditionnement à des engagements sociaux et environnementaux
L'abrogation de la réforme des retraites !
La colère est là, les luttes convergent : poursuivons et amplifions le mouvement ! » ■

RÉPRESSION

Laurent Nuñez déploie l'armée lors des manifestations du 24 octobre

Le 20 octobre, Laurent Nuñez appelait les préfets à interdire les manifestations prévues le 24 octobre *« si le dialogue avec les organisateurs ne permet pas de garantir les conditions de sécurité nécessaires »*. La veille des manifestations, il détaillait en conférence de presse sa décision de *« mobiliser les unités d'élite de la police et de la gendarmerie (RAID, BRI, GIGN) épaulées par les militaires de l'opération* Sentinelle *»*. Au lendemain du 24 octobre, il poursuit : *« Dans les jours qui viennent, la situation ne va pas vraiment changer »* pour justifier que les couvre-feux et les interdictions de manifester dans les centres-villes vont se poursuivre, à l'appréciation des préfets et des maires.

Scandale des conditions de détention des jeunes en garde à vue

Dans un contexte de forte répression du mouvement lycéen depuis septembre, marqué par une multiplication des gardes à vue et des défèrements, une délégation du conseil de l'ordre des avocats mandatés par la bâtonnière de Seine-Saint-Denis s'est rendue au dépôt du tribunal judiciaire de Bobigny le 21 octobre pour examiner l'état des locaux et vérifier les conditions de prise en charge des mineurs. Le député Jérôme Legavre réagit sur son compte X : *« Le rapport établi par les avocats sur les conditions dans lesquelles les mineurs déférés au tribunal de Bobigny sont détenus est tout simplement accablant. Ce n'est pas seulement indigne et révoltant. C'est un exemple de plus de la politique de ce gouvernement pour chercher à briser la révolte. Proprement scandaleux. »*

DR

Au dépôt de Bobigny.

« La semaine la plus répressive de l'histoire de la Ve République »

Invité sur France Inter le 23 octobre, Romain Boulet, co président de l'Association des avocats pénalistes (ADAP) a alerté : *« Jamais il n'y a eu en France autant d'interpellés et autant de déférés que durant cette semaine depuis le 17 octobre. »* Pour le pénaliste, *« c'est sans doute la semaine la plus répressive de l'histoire de la Ve République »* alors que 2 700 personnes ont été placées en garde à vue dans le cadre des violences de samedi et dimanche derniers. Parmi elles, 217 ont été incarcérées a indiqué le ministre de la Justice G. Darmanin.
« On a l'impression qu'il vaut mieux être une vitrine qu'être une femme battue, violée ou un enfant battu » conclut de manière ironique l'avocat pénaliste indigné par le caractère disproportionné de la réponse judiciaire aux dégradations commises le 17 octobre.

ANNONCES DE LECORNU AUX ORGANISATIONS DE JEUNESSE

« On veut des moyens maintenant. Aucune concession sur nos revendications »

Au lendemain des manifestations massives du 24 octobre, face à la mobilisation déterminée de la jeunesse et de la population à ne rien lâcher sur les revendications depuis un mois, le Premier ministre a été contraint de faire des annonces, en intégrant notamment la question des postes et des moyens. Annonces qu'il n'aurait jamais faites autrement. Mais quand on regarde dans le détail, aucune de ces mesures ne répond à l'urgence exprimée par les milliers qui se sont mobilisés durant ces dernières semaines.

Jo Calathéa

Sortir de cette crise à moindre frais, sans remettre en cause son budget austéritaire ni ses réformes, c'est le pari que le Premier ministre a fait le 26 octobre en recevant (enfin!) les organisations de jeunesse. L'annonce phare du Premier ministre pour calmer la colère de lycéens devait concerner Parcoursup. En lieu et place de son abrogation, que tous exigent, il a seulement annoncé le remplacement de la plateforme en 2028 et une plus grande transparence sur les critères de sélection, ce qui n'a pas manqué d'énerver davantage les représentants des organisations de jeunesse. A l'issue de la réunion, Sabrine Kharbach, porte-parole de l'Union étudiante déclarait : *« C'est le bal des tartuffes. Ce qu'on veut, ce sont des moyens maintenant, tout de suite, à savoir 10 milliards d'euros pour l'enseignement. »* Toutes les organisations tiennent la même ligne : ils ne feront *« aucune concession sur leurs revendications »* et maintiennent les appels à manifester les 31 octobre et 5 novembre.
Un rapide tour d'horizon des journaux libéraux le 27 octobre suffit à comprendre l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement sur cette question. L'édito des *Échos* titre : *« Préserver le cœur de Parcoursup »*, *l'Opinion* : *« Vive la sélection à l'université! »* et le *Figaro* : *« Pas d'avenir sans sélection »*, *« Si l'outil doit être amélioré, voire changé, le principe de la sélection, lui, doit demeurer »*. Les entreprises réclament une école adaptée à leurs besoins. La jeunesse réclame un avenir choisi.

AFP

À la sortie de Matignon, le 26 octobre.

LOIN DES 10 MILLIARDS ET DE L'ABROGATION DE PARCOURSUP

Parmi les autres annonces de Lecornu :
- l'annulation des 836 suppressions de postes dans le second degré
Rappelons que le PLF prévoit 1 588 suppressions de postes et que 4 000 postes ont été supprimés à la rentrée 2026 (dont 1 368 dans le second degré), 10 000 depuis 2017!
- La création de 10 000 places supplémentaires en BTS à la rentrée 2027, 4 000 places en BUT sur deux années et de 1 000 places pour accompagner la nouvelle licence portail santé. Et les places à l'université que réclament les jeunes mobilisés? Rien! Rappelons que 120 000 jeunes n'ont pas eu accès à la filière de leur choix en 2026.
– Le plafonnement à 28 élèves des secondes générales et technologiques dans les lycées les moins favorisés à la rentrée 2027. Donc tous les lycées ne sont pas concernés! Et quid des classes de première et de Terminale. À moyens constants, cela risque de se traduire par des classes bondées à 35 et plus dans les autres niveaux et pour ceux qui ne seront pas conservés.
– la création de 500 postes de psychologues de l'Éducation nationale, infirmiers et assistants sociaux alors qu'il manque aujourd'hui 3 361 postes d'AS et 16 000 postes d'infirmières.
– une enveloppe de 4 milliards d'euros de prêts d'ici 2030 pour les collectivités, et du Fonds vert, pour accompagner 500 lycées sur le confort thermique d'été.
Enfin, le ministère annonce des discussions à venir sur la revalorisation des enseignants sans rien budgéter et sans dégeler le point d'indice des fonctionnaires! Comme celle-ci, le reste des annonces est prévu pour 2028, quand le gouvernement sera parti…Les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Et manifestement, personne n'y croit! ■

Le gouvernement annonce un débat sur l'avenir de Parcoursup à l'Assemblée nationale

Les députés seront invités, mercredi 28 octobre à 17 heures, à débattre sur l'avenir de Parcoursup. Un débat…sans vote ! Le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard, a appelé sur X à ce que ce débat « soit suivi d'un vote, comme le permet la Constitution ». « Sinon, ce ne sera qu'un nouvel exercice d'enfumage ». Car les lycéens ne veulent pas débattre de Parcoursup : ils demandent depuis des semaines son abrogation !

« De l'argent, il y en a dans ce pays »

Clémence Guetté était l'invitée de Franceinfo le 27 octobre

Interrogée après Jean-Michel Blanquer, ancien ministre de l'Éducation nationale venu défendre la plateforme Parcoursup, elle réagit à ses déclarations et déroule le plan d'action de la France insoumise pour répondre aux revendications de la jeunesse.

« D'abord, je trouve que M.Blanquer fait preuve de beaucoup d'audace de venir donner des leçons alors qu'il est un des principaux artisans de la destruction de l'enseignement supérieur et de la recherche…
Je rappelle que rien que dans les deux dernières années, c'était pas M. Blanquer, mais les chiffres sont à peu près équivalents, c'est 50 000 places dans les universités qui ont été fermées. C'est-à-dire l'équivalent de deux petites universités, (…) en nombre de places. Il faut 250 000 places en plus !
Il faut rénover les universités et en construire. Alors, il y a une étude qui a montré que ce serait 5 milliards dès l'année prochaine pour le bâti scolaire et pour la construction et la rénovation, parce que je rappelle qu'il y a quand même des locaux qui sont dans des états pitoyables. (…) Je pense par exemple au campus pyramide à Créteil dans ma circonscription, il y a des plafonds qui s'effondrent. Vraiment, j'invite tout le monde à aller faire des tours dans les lycées et dans les universités pour voir dans quelles conditions absolument déplorables on demande aux jeunes d'étudier dans ce pays. (...)
Dans les annonces que vient de faire le gouvernement, le budget n'est pas à la hauteur des revendications des jeunes.
Et nous, dans le budget, on a justement déposé 10 amendements qui correspondent aux 10 revendications des lycéens et des lycéennes sur *10mesures.fr*, qui correspondent à 10 milliards d'euros. (…) Et vous savez quoi ? Ça correspond à la réinstauration de l'ISF. Donc, c'est toujours pareil, de l'argent, il y en a dans ce pays, il suffit d'aller le chercher. » ■

LE 21 OCTOBRE, LES SYNDICATS ÉTUDIANTS ET DES PERSONNELS ONT CLAQUÉ LA PORTE DU MINISTÈRE

« Nous réaffirmons nos revendications : abrogation de Parcoursup, suppression de MonMaster… »

Le 21 octobre, les organisations syndicales et étudiantes étaient reçues par le ministère de l'enseignement supérieur pour une «concertation flash» sur Parcoursup. Le ministre Baptiste, encadré par l'UNI et le lycéen soutien d'Attal, avait prévu un coup de com qui a échoué : l'ensemble des journalistes avaient été conviés sans que les organisations n'en soient informées. Sabrine Kharbach (Union étudiante) résume l'entretien à la sortie du ministère : *« Le ministre nous dit "Parcoursup, on va rendre ça plus clair, il faut mieux expliquer les algorithmes"… Ce n'est pas ce qu'on veut. Ce qu'on veut, ce sont des mesures concrètes maintenant, tout de suite : abrogation de Parcoursup, rénovation du bâti scolaire, sinon on arrête toute discussion »*. Les organisations de jeunesse ainsi que la CGT, FSU, FO et Solidaires ont rappelé leurs revendications (les 10 milliards, abrogation de Parcoursup) et ont claqué la porte.
Nous publions des extraits du communiqué des organisations syndicales de l'enseignement supérieur : « Un ministre qui fuit ses responsabilités ».

« Loin d'être un lieu de concertation sérieuse, nous avons vu une nouvelle opération d'autopromotion dont les acteurs ont été préalablement choisis. À la tribune, aux côtés du ministre et du président du comité d'éthique de Parcoursup, siégeait un représentant de « Renouveau Lycéen » militant auprès du candidat Gabriel Attal, et dans la salle des représentants de l'UNI, organisation de jeunesse d'extrême droite conviée pour l'occasion. Devant ce cénacle, nos organisations ainsi que celles identifiées du mouvement lycéen et les représentants étudiants ont refusé de prendre place. Le ministre a pourtant décidé d'ouvrir la réunion comme si de rien n'était. Sans surprise ses annonces ont tourné le dos aux revendications exprimées. Alors que les lycéen-nes et étudiant-es allaient commencer leur intervention, le ministre a choisi la fuite. Refusant d'affronter la contradiction, il n'a même pas pris le temps d'écouter ce que la jeunesse avait à lui dire.
Avec les organisations lycéennes et étudiantes, nous avons quitté la salle.
(…) Nous réaffirmons nos revendications : abrogation de Parcoursup et de la loi ORE, suppression de MonMaster, financement des places et des bâtiments nécessaires pour accueillir toutes les bachelier-es dans l'enseignement supérieur public. » ■

ATTENTAT RACISTE ET ISLAMOPHOBE DE TRAPPES

Qui sont les responsables ?

Luce Froissart

Vendredi 22 octobre, à Trappes et à La Verrière, en banlieue parisienne, un homme a tiré sur la population depuis sa voiture avec un fusil mitrailleur de la Seconde Guerre mondiale. Pengo Bossio Wangi, un homme de 26 ans est mort et cinq autres personnes, dont une fillette de 12 ans et un homme encore entre la vie et la mort, ont été blessées. Le tireur présumé affirme avoir agi en réaction aux débordements des manifestations du 17 octobre et aux nombreuses scènes de pillage et de vandalisme de magasins.

Lors de son interpellation, selon *Le Monde*, il s'est félicité d'avoir *« vengé les commerçants »* en s'en prenant *« aux Noirs et aux Arabes »*.

Au lendemain des manifestations du 17 octobre, la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon déclarait à propos des dégradations commises dans des commerces : *« Les premiers responsables, ce sont les factieux et les racailles qui ont amené ce pays dans cette situation »*, *« on a vu les images, on sait à qui on a affaire »*. Des propos qui auraient pu être prononcés sans problème par un responsable du Rassemblement national.

Hommage aux victimes de l'attentat raciste de Trappes à La Courneuve avec Jean-Luc Mélenchon, Assa Traoré et les élus LFI, le 26 octobre.

Mais derrière les mots de haine abjects, il y a des lois. Des lois racistes que des gouvernements de gauche comme de droite ont porté et souvent fait adopter avec le soutien du Rassemblement national et qui ont contribué à créer ce climat de haine et de division dans lequel nous vivons aujourd'hui.

En 2009, Nicolas Sarkozy nomme un ancien membre du Parti socialiste et proche de Hollande, Eric Besson, ministre de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale. Leur binôme reste associé au débat déjà nauséabond à l'époque sur l'identité nationale. Le ministre Besson poursuit la politique répressive engagée par Hortefeux contre les personnes étrangères en renforçant leur contrôle et leur expulsion.

En 2015-2016, François Hollande porte le projet de déchéance de nationalité aux binationaux nés français condamnés pour des actes terroristes particulièrement graves. Le projet suscite une forte opposition, notamment parce qu'il aurait introduit une distinction entre Français selon leur nationalité d'origine. La préférence nationale du RN, si chère à l'extrême-droite, mise en œuvre par un président « socialiste » et son premier ministre Manuel Valls.

Sous Macron, depuis 2017, on ne compte plus les lois réactionnaires et racistes ciblant en particulier les personnes de confession musulmane. En 2023, la loi dite sur le séparatisme vise à dévoyer la laïcité de manière perverse pour fracturer, diviser et désigner des boucs émissaires, souvent musulmans. Même logique avec l'interdiction de l'abbaya à l'école par le ministre Attal en 2023, mesure qui renforce et conforte le racisme et les stéréotypes des femmes et des filles supposées musulmanes. Et que dire de la loi dite sur le permis de tuer directement inspirée du programme du Rassemblement national défendue par Macron-Lecornu-Nunez et contre laquelle 150 000 manifestants se sont dressés le 20 octobre dernier ? Elle s'inscrit dans la suite de la loi Cazeneuve (ancien Premier ministre de Hollande) qui autorise l'usage des armes des policiers en cas de refus d'obtempérer. Loi qui est aujourd'hui responsable de la mort de centaines de personnes, majoritairement issues des quartiers populaires, noirs et arabes.

Du PS « Printemps républicain » au RN qui hier encore parlait de Trappes comme d'un foyer djihadiste, en passant par les soutiens directs de ce gouvernement auteur de lois islamophobes et discriminatoires, nombreux sont ceux qui, derrière leur compassion de façade, ont une responsabilité écrasante dans la situation. Le peuple de ce pays, lui, n'est pas dupe et rejette ces politiques. ■

« Un acte prémédité et préparé par des années de paroles et d'actes racistes »

Question au gouvernement de Nadège Abomangoli, députée LFI de Seine-Saint-Denis et vice-présidente de l'Assemblée nationale, le 27 octobre.

« Il s'appelait Pengo Bossio Wangi. Il est mort assassiné à l'âge de 26 ans parce que noir. Ils et elles s'appellent Marwa, Samba, Ibrahima, Ahmed et Ramatou, 12 ans.

Ils et elles ont été criblés de balles parce que noirs, arabes, musulmans. Cela aurait pu être moi, mes enfants, mes parents, mes amis. Aux familles et à leurs proches, nous voulons dire, vous n'êtes pas seuls.

Un terroriste raciste a frappé à La Verrière et à Trappes. C'est un acte prémédité, préparé par des années de matraquage raciste qui installent le suprémacisme blanc dans les têtes, qui désignent des ennemis de l'intérieur à abattre. Ces discours viennent de l'extrême droite. Quand elle pointe tous les jours les « hordes arabo-musulmanes », quand elles désignent Trappes comme « une république islamique miniature », ce sont les mots de la présidente du groupe RN au Sénat, hier encore à la télévision. Ces discours sont relayés et normalisés par le système médiatique qui leur offre libre antenne sans contradiction, matin, midi et soir. Et bien au-delà, dans une grande partie de la classe politique et dans votre camp : « À bas le voile », Bruno Retailleau. « Le grand remplacement relève du débat politique », Aurore Bergé. « Le problème de l'hôpital en France, c'est qu'il y a trop de Mamadou » Emmanuel Macron, président de la République. Voilà les propos racistes, islamophobes, négrophobes que des millions de personnes doivent encaisser tous les jours. Et au-delà des paroles, il y a les actes.

Depuis dix ans, des lois immigration, la préférence nationale pour certains droits sociaux, la chasse à l'abaya, votre refus de combattre les ministres d'extrême droite dans nos rues, votre refus de lutter contre le racisme systémique dans la police, dans la justice, dans l'Education nationale, votre refus d'entendre les victimes. Monsieur le Premier ministre, c'est armé que le terroriste a tuée. Quand allez-vous cesser de normaliser le racisme et les idées d'extrême droite ? » ■

« Nous ne vous laisserons pas diviser le peuple de ce pays »

Lu sur le compte X de J**érôme Legavre,** député LFI de Seine-Saint-Denis et militant du POI.

« Ce lundi 26 octobre, après le rassemblement à Trappes et la marche à Aubervilliers ce week-end, des milliers se sont rassemblés en France. Pour rendre hommage aux victimes de l'attentat raciste à Trappes le 23 octobre. Pour dire l'horreur que leur inspire cet attentat raciste, négrophobe, islamophobe, et dire :"Le racisme tue". Jeudi 23 octobre, un homme a été assassiné. Assassiné parce que noir. Il s'appelait Pengo Bossio Wangi. Il avait 26 ans. Il avait la vie devant lui. Un autre jeune homme est entre la vie et la mort. Une enfant de 12 ans a été gravement blessée. L'auteur de l'attentat de Trappes a dit qu'il voulait s'en prendre aux Arabes et aux Noirs. Oui, le racisme tue. Depuis des années un climat de division, de stigmatisation racistes, un climat de haine est sciemment entretenu dans ce pays. Par les gouvernements en place, par des responsables politiques. Par des médias qui s'en font les relais complaisants, et même avides. Il y a un an, un ministre de l'Intérieur lançait publiquement dans un meeting : « A bas le voile » Il y a peu, le président de la République en personne disait : « Le problème de l'hôpital en France c'est qu'il y a trop de Mamadou ». Ce lundi 26 octobre, en commission des finances, un député RN jugeait bon de défendre un amendement en vue de multiplier les centres de rétention administratifs, ces lieux où s'entassent dans des conditions indignes, inhumaines les étrangers que l'Etat francais veut expulser. Le même député RN ne craignait pas d'ajouter qu'il ne fallait pas hésiter pour cela à utiliser des cargos désaffectés… Aux fabricants de haine, les milliers qui ont commencé à se rassembler et vont continuer à le faire dans tous le pays, répondent : nous ne vous laisserons pas diviser le peuple de ce pays. Nous sommes un seul et même peuple. La haine et la division racistes perdront. » ■

CONGRÈS DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

L'union nationale contre LFI pour sauver le système

C'est à Orléans que se réunissait dimanche 25 octobre le congrès du Rassemblement national qui a été l'occasion pour Marine Le Pen de tenir son premier meeting de campagne.

Gabriel Caruna

Huit-mille cinq cent personnes, venues par cars spéciaux de tout le pays, étaient réunies, selon les organisateurs. Pourtant, sur les réseaux sociaux, des images de travées entières vides circulent. Mais quoiqu'il en soit, c'est bien peu au regard de l'afflux qu'il y a dans les meetings et prises de parole de Jean Luc Mélenchon, exprimant la volonté de rupture avec le système.

C'est bien pour cela que Marine Le Pen a cherché à se présenter comme le dernier rempart : au moment où le pouvoir atteint des sommets de détestation, avec les grèves des lycéens et étudiants, les manifestations monstres de ces deux dernières semaines, elle se pose en rassembleuse, promettant de former « un gouvernement d'union nationale » et « pluraliste ».

Son objectif, affirmé à la tribune c'est la « renaissance » contre « l'idéologie islamiste » et la « violence comme LFI ». Ce n'est rien d'autre que la reprise de la campagne ciblant en permanence LFI, jusqu'à poser la question de sa dissolution, menée à longueur de médias depuis plusieurs années, de Glucksmann à l'extrême-droite. Elle veut en être la championne.

LE RN A VOTÉ LA LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE

Et dans «l'union nationale » Marine Le Pen a déjà donné des gages, puisque son groupe parlementaire RN a voté pour la loi de programmation militaire et ses 413 milliards d'euros, puis pour son actualisation de 36 milliards supplémentaires dans une grande coalition allant jusqu'au PS en passant par la droite et la macronie. Cela n'a pas empêché Le Pen, prenant en compte l'opposition à la guerre qui s'exprime dans le pays, de promettre de faire de la France "une nation de paix", et qu'elle n'enverra pas les jeunes "mourir" dans "des guerres qui ne sont pas les nôtres" (AFP). Elle n'en est pas à un mensonge près : mais à qui veut-elle faire croire que les milliards qu'elle a votés ne sont pas utilisés pour la guerre et notamment pour livrer des armes pour le génocide à Gaza et même pour soutenir militairement la guerre entre l'Ukraine et Russie, au détriment de l'école, de l'hôpital et des droits sociaux ?

Que personne ne s'y trompe donc, derrière ses airs rassurants, l'union nationale que revendique Marine Le Pen c'est bien celle pour continuer la guerre et l'économie de guerre dans laquelle le système capitaliste espère une survie. Et pour cela elle annonce qu'elle utilisera la haine des musulmans et que, pour empêcher la rupture avec le système, elle s'en prendra directement à LFI mais aussi aux organisations syndicales et aux mouvements sociaux.

C'est cela que refusent les centaines de milliers qui se rassemblent dans le pays ces dernières semaines, en soutien à la jeunesse, souvent avec leurs syndicats mais aussi celles et ceux qui s'organisent pour assurer la victoire de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. ■

PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE 2027

Les familles à la caisse, la jeunesse sous les matraques !

Dans la manifestation à Paris, le 17 octobre. AFP

115 voix contre, une seule pour ! Le 23 octobre, l'Assemblée nationale a rejeté la partie recettes du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2027. Pas même un député macroniste pour voter en faveur du texte ! Les groupes soutenant le gouvernement ont préféré s'abstenir. Un rejet qui en dit long sur l'impasse de cette politique !

Soriane Frid

Au même moment, le gouvernement poursuit, matraque, interpelle et réprime une jeunesse qui réclame des enseignants, des moyens pour étudier, des établissements dignes de ce nom et un avenir. Des jeunes blessés, parfois mutilés, d'autres enfermés. Voilà la réponse apportée à leurs revendications ! Mais qu'y avait-il donc dans ce PLFSS pour qu'il soit ainsi rejeté ? 1,6 milliard d'euros d'économies sur les prestations familiales !

Dans le détail : 600 millions sur l'allocation de rentrée scolaire, 500 millions sur l'action sociale des CAF et 500 millions grâce au gel des prestations. Rappelons que l'allocation de rentrée scolaire aide à payer fournitures, vêtements et équipements. L'action sociale des CAF finance notamment crèches, centres de loisirs et accompagnement des familles.

Au moment où les jeunes réclament des moyens, le gouvernement en retire à leurs parents ! Il fallait oser !

Et ce n'est pas tout ! Le 19 octobre, Vincent Jeanbrun, ministre de la Ville et du Logement, annonçait vouloir s'attaquer aux prestations sociales des casseurs et pillards. Gérald Darmanin confirmait le lendemain des mesures visant les revenus illicites et les possibilités de saisies pour indemniser les victimes.

Depuis quand les prestations familiales doivent-elles devenir un instrument de répression ?

Rappelons que l'ordonnance du 4 octobre 1945 organise la Sécurité sociale et que celle du 19 octobre détermine les bénéficiaires et leurs droits. Les allocations familiales ne sont ni une récompense pour bonne conduite ni une faveur gouvernementale. Elles contribuent à l'entretien et à l'éducation des enfants.

Faudra-t-il demain présenter un certificat de bonne conduite pour toucher ses allocations ?

L'article 37 du PLFSS prévoit aussi de nouvelles restrictions pour certaines familles étrangères, avec une condition d'un an de résidence régulière. Rappelons l'article 5 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 : la Sécurité sociale n'a pas été bâtie pour trier les familles selon leur nationalité. Encore une brèche dans les droits conquis !

À ces économies s'ajouteraient près de 2,8 milliards d'euros de charges transférées à la branche Famille, notamment au titre des indemnités journalières maternité. Ce n'est pas un simple tour de passe-passe comptable. La maternité relève historiquement de l'Assurance maladie. Ce transfert interroge la couverture même de ce risque social.

Et pendant ce temps, le gouvernement nous parle de « réarmement démographique » ! Alors que la pauvreté des enfants persiste et que la mortalité infantile inquiète, il réduit les moyens des familles. Cherchez l'erreur !

Les jeunes mobilisés sont aussi les enfants de travailleurs dont les salaires stagnent tandis que les prix augmentent. Ce sont les mêmes familles qui subissent les fermetures de classes, les services publics dégradés et les restrictions de prestations. Dans un contexte de 54 milliards d'euros d'économies annoncées et de budgets militaires en hausse, ces choix sont politiques !

Depuis 1996, les lois de financement de la Sécurité sociale soumettent toujours davantage nos droits aux impératifs budgétaires de l'État.

Le rejet à l'Assemblée ne règle donc rien : le texte poursuit son parcours au Sénat. Plus que jamais, il faut exiger l'abrogation des lois de financement de la Sécurité sociale et défendre les principes de 1945 !

À ceux qui refusent des moyens à la jeunesse, s'attaquent aux droits des familles et répondent aux revendications par la répression, une seule réponse : qu'ils dégagent tous ! ■

LFI

Le gouvernement s'en prend aux accidentés du travail

783 salariés sont morts au travail en 2025. D'année en année, ils sont plus nombreux. On est passé d'une moyenne de 550 décès au travail entre 2004 et 2018 à une moyenne de 725 décès entre 2020 et 2024. Dans ces chiffres ne sont compris ni les agents du public ni les victimes d'un accident de trajet. Il s'agit « seulement » des salariés du privé broyés, électrocutés, accidentés en raison de leurs conditions de travail.

Nicole Bernard

Ce sont les jeunes qui payent le plus fort tribut. Alors que les moins de 25 ans représentent 11 % des salariés, ils représentent 16 % des victimes d'accidents du travail (1). Que fait le gouvernement Macron ? Que fait ce gouvernement qui envoie les militaires contre la jeunesse ? Il considère que les accidents du travail coûtent trop cher et décide, tout bonnement, de réduire l'indemnisation due aux victimes. Il veut baisser de 800 millions leurs remboursements de Sécurité sociale.

Jusqu'à maintenant, les salarié.e.s victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle bénéficiaient de modalités plus avantageuses que le droit commun pour le calcul des indemnités journalières en cas d'arrêt de travail. Pourquoi ? Parce que l'accident du travail révèle souvent que la sécurité du salarié n'est pas la préoccupation de l'employeur ! C'est un euphémisme !

Ces modalités particulières, le gouvernement entend les liquider. Il voudrait, dans le cadre du PLFSS 2027, baisser des deux tiers le salaire maximum servant de base au calcul. Il voudrait imposer un délai de carence qui n'existait pas. Bref. Les acquis de la législation sur les accidents du travail devraient être supprimés.

Le salarié devra reprendre au bout de quatre ans, même si son état n'est pas consolidé ! Ou bien, s'il ne peut pas reprendre, il devra vivre avec une rente dont le montant n'a rien à voir avec les indemnités journalières qu'il touche aujourd'hui.

Alors que, on l'a vu, tous les rapports démontrent que les employeurs, en règle générale, font des économies sur la prévention au mépris de la vie de leurs salariés, ces derniers devraient faire froidement les frais de la politique d'économie du gouvernement. Pendant ce temps, les exonérations battent leur plein. ■

(1) Enfin, ce que l'on connaît. Parce que les patrons, pour payer moins de cotisations, font tout ce qu'ils peuvent pour camoufler les accidents du travail et leurs séquelles *(cf. encadré)*. Au point que, l'année dernière, comme chaque année, une somme a été transférée des caisses des accidents du travail aux caisses de l'Assurance maladie au titre du « dédommagement » pour les accidents du travail non déclarés. Les victimes, elles, ne sont pas dédommagées ! La commission chargée du calcul avait chiffré l'impact de la sous-déclaration à une fourchette de 2 à 3,8 milliards ! Le gouvernement a retenu 1,6 milliard. Ce sont quand même ses amis !

Une des premières lois sociales en France

En 1898, après plus de quinze ans de tergiversations, l'Assemblée nationale a voté que, en cas d'accident sur le lieu ou à l'occasion du travail, l'employeur est présumé responsable et devait s'assurer en conséquence. La Sécurité sociale, en 1945, a, naturellement, intégré les accidents de travail et les maladies professionnelles dans son champ d'action, en précisant bien que les dépenses seraient financées par les seules cotisations des employeurs qui, elles-mêmes, tiendraient compte des résultats en matière de prévention. Les caisses régionales ont été chargées de la tarification des entreprises en matière d'accidents du travail ainsi que de la surveillance de la prévention.

La Sécu asphyxiée par les marchés

Extraits du billet d'humeur de la semaine du **Dr Christophe Prudhomme**

« Depuis des années, les différents gouvernements, relayés par les médias, nous distillent leur propagande sur le fameux déficit de la Sécu. Comme je l'ai largement expliqué dans mes chroniques et l'ouvrage de Fabien Gay sur les 211 milliards d'aides aux entreprises le démontre brillamment, ce "trou" de la Sécu est sciemment créé par une diminution des recettes pour faire basculer la protection sociale vers un système assurantiel privé. Ce "déficit" de la Sécu est une aubaine pour les marchés financiers car cette dernière est obligée d'emprunter pour assurer son fonctionnement.

A ainsi été créée la Caisse d'amortissement de la dette sociale en 1996 qui s'est vue depuis transférer une dette totale de près de 400 milliards. Chaque année, près de 20 milliards sont prélevés sur le budget de la Sécu pour rembourser cette dette dont plus de trois milliards ne servent qu'à rembourser les intérêts, c'est-à-dire enrichissent les banques. Cette année, dans le cadre de la discussion budgétaire, la Cour des comptes s'inquiète de la très forte croissance des besoins de l'URSSAF, la banque de la Sécu, qui était déjà de 65 milliards en 2025 et qui devrait atteindre 83 milliards en 2026.

Ce « déficit » de la Sécu est une aubaine pour les marchés financiers car cette dernière est obligée d'emprunter pour assurer son fonctionnement.

La question qui est posée aujourd'hui est celle de l'envol des taux d'intérêts, augmentant très fortement le coût de ces emprunts qui va atteindre plus d'un milliard d'euros en 2026.

Un calcul simple permet de montrer en fait que le fameux déficit de la Sécu qui est chiffré à environ 25 milliards pour 2026 est bien dû à une ponction sur ses ressources pour rembourser une dette dont le coût annuel global est justement d'environ 25 milliards. Ces chiffres mettent en lumière la mécanique qui permet aux marchés de dégager des profits sur le dos de la Sécu. Mécanique qui a été patiemment mise en place par les gouvernements successifs, depuis maintenant trente ans, pour alimenter un capitalisme prédateur qui ne connaît aujourd'hui plus de limites *(…)*. » ■

11 Novembre : non à la militarisation de l'école ! Non à l'esprit de caserne

Communiqué de presse de la **Libre Pensée**

La rentrée scolaire : des élèves sans professeur, des professeurs sans remplaçant, des lycéens sans place dans les lycées, des étudiants sans place dans les universités et sans doute des enseignants et des personnels non-payés du fait du gigantesque piratage informatique des données du ministère de l'Éducation nationale, dû à son incompétence totale.

Dans cette situation, le ministère n'a rien de plus urgent que d'éditer un fascicule de quinze pages consacré à la « cérémonie commémorative annuelle du 11 Novembre » (cérémonie qui doit durer un quart d'heure !).

Sont concernés les écoles élémentaires depuis le CM1, les collèges, les lycées publics ou privés sous contrat.

La cérémonie qui doit regrouper élèves et enseignants, ne peut se dérouler dans les classes, mais dans un seul lieu, sous la présidence du chef d'établissement, 4 jours ouvrés avant ou après le 11 Novembre

L'EMBRIGADEMENT EN MARCHE

Il s'agit de construire une *« conscience citoyenne »*, une *« histoire commune au-delà des différences »*, de *« renforcer la cohésion nationale »* avec cette cérémonie qui sera le *« ciment invisible de notre cohésion. »*

Silence sur la marche actuelle à la guerre. On est prévenu : *« cette cérémonie ne célèbre pas la guerre, mais la paix conquise. »* Pourtant, tout est fait pour préparer les esprits, pour embrigader les jeunes d'une façon totalitaire. Les preuves : chaque moment de la cérémonie est conçu de façon à éviter tout dérapage qui s'écarterait de la bonne voie patriotique.

– La cérémonie doit être préparée en classe, avec le concours de tous les enseignements (histoire, français, E.M.C., langues, enseignements artistiques, philosophie…) Pour ce faire, un « kit » est disponible…

– Il faut définir la notion *« Mort pour la France »* et *« réunir dans un même hommage les morts des conflits d'hier et ceux des conflits d'aujourd'hui »*. Là aussi existe un dossier pédagogique.

– Ne pas oublier de *« s'approprier des chants »* et d'*« envisager des productions artistiques »* pour la cérémonie. Des cofinancements sont possibles.

Sont bienvenus des partenaires : référents « mémoire et citoyenneté », correspondants défense, élus locaux, corps en uniforme, associations mémorielles… Mais attention : le cadre est « strictement pédagogique » et il est défini par le chef d'établissement.

Un support est particulièrement recommandé : le Bleuet de France que chacun est invité à porter et qui peut être confectionné par les élèves ; un kit est disponible !

Quel bon *« renforcement du lien armée-jeunesse »* car, comme on le sait, le Bleuet ornera chaque lycéen à l'issue de la « journée de mobilisation ».

La cérémonie pourra ainsi comprendre la lecture du texte ministériel, la présentation des projets réalisés, l'Appel des morts, un dépôt de gerbe, une minute de silence, et *La Marseillaise, chantée par tous. Bien évidemment, « les élèves prennent à cette occasion des postures de respect et d'écoute. »*

Cette cérémonie de quinze minutes qui a déjà pris bien du temps de préparation doit se prolonger par des discussions sur le sens de l'engagement et par des projets d'éducation à la citoyenneté à inscrire dans le projet d'établissement. Elle peut ainsi envahir toute l'année scolaire.

Comme on le voit, le parcours est balisé par des kits et des dossiers pédagogiques, tout est organisé pour éviter le moindre écart, le moindre faux pas, afin d'enrégimenter les élèves.

Tout cela s'inscrit dans la militarisation croissante de l'école, notamment à travers la multiplication des classes de défense et l'intrusion des militaires dans les classes scolaires.

- Ils ne sauront donc pas que le 11 Novembre a été institué à la demande des Anciens combattants de la guerre de 1914-1918 avec pour mot d'ordre : *« Plus jamais ça ! »*
- Ils ne sauront pas que 639 soldats sont morts PAR la France, fusillés pour l'exemple, et non pour la France, comme le rappelle le monument de Chauny et qu'ils ne sont toujours pas réhabilités.
- Ils ne sauront pas que les mutins de 1917 chantaient l'*Internationale* et la Chanson de Craonne et non pas *La Marseillaise*.
- Ils ne sauront pas… ils ne sauront pas…

Non à la militarisation de l'école !
Non à l'esprit de caserne !
Liberté pédagogique !
Maudite soient toutes les guerres !

« Quand la guerre vient, toute l'intelligence est dans le clairon – Quelle connerie la guerre ! » Jacques Prévert

Craonne, le 15 septembre 2026 ■

« Nous exigeons le retrait de la circulaire du « 11 novembre », nous ne voulons pas de cette cérémonie. »

Pétition des **personnels du collège Les Sablons de Viry-Châtillon (91)**, soutenus par leurs sections SNFOLC, SNES, CGT.

Dans une circulaire parue le 2 juillet, le ministre Geffray annonce l'instauration à la rentrée 2026 d'une cérémonie commémorative annuelle d'hommage à tous les *« morts pour la France»* dans chaque école élémentaire, collège et lycée, publics ou privés sous contrat qui se tiendra *« au choix de l'établissement, dans les quatre jours précédant ou suivant le 11 Novembre »*.

La circulaire explique que *« l'école a pour mission de permettre aux élèves de devenir des citoyens conscients de partager une destinée commune »*. Puis elle précise que cette cérémonie *« participe de la cohésion nationale, dans un environnement international marqué par des formes renouvelées de conflictualité. »*

Cette circulaire s'inscrit dans le contexte de discours, comme celui du général Mandon devant les maires, expliquant qu'il fallait être prêts à *« accepter le risque de perdre ses enfants et de souffrir économiquement »*.

Cette cérémonie s'ajoute à la multiplication de mesures de militarisation de l'école : le guide pour « acculturer les jeunes à la défense », les « classes défense », les « rallyes citoyens », les partenariats école-armée.

Le service national volontaire poussant les jeunes vers l'armée alors que des milliers de bacheliers sont rejetés, sans formation, par Parcoursup, etc.

Nous personnels du collège Les Sablons (Viry-Châtillon) avec nos sections syndicales SNFOLC, SNES, CGT, rejetons cette entreprise d'acculturation de nos élèves à la guerre au sein de l'école. Ce ne sont pas nos missions, ce n'est pas cela l'instruction et nous sommes nombreux à ne pas l'accepter ! Nous refusons de participer à cet embrigadement de la jeunesse : nous exigeons le retrait de la circulaire du « 11 Novembre », nous ne voulons pas de cette cérémonie.

Nous voulons instruire, enseigner à nos élèves : nous voulons l'annulation de la suppression des 4 000 postes, le retrait du projet de budget 2027 avec 1588 nouvelles suppressions de postes dans l'Éducation.

Des moyens pour l'école, pas pour la guerre !

Le 8 octobre 2026 ■

« À bas la guerre »

Extrait de la conférence de **Jean-Luc Mélenchon** sur le « Moment politique », mardi 20 octobre.

« Le 11 Novembre, c'est l'anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale. Et la Première Guerre mondiale, elle joue pour nous, les gens de gauche, un rôle fondateur, parce que c'est à l'issue de la Première Guerre mondiale qu'a été fondée la première République, dont on espérait qu'elle soit une république communiste, au sens où on l'entendait. Et parce que se sont posées les questions cruciales de la paix, de la guerre, de la manière de prendre le pouvoir, de la manière de l'exercer. Et à l'époque, il y a eu un puissant mouvement contre la guerre, dans lequel notre leader français a fini par y laisser sa peau, contre la guerre. C'est Jean Jaurès, qu'on a assassiné.

Donc, pour nous, le 11 Novembre, c'est tout ça à la fois, plus la victoire. Mais c'est 3 millions de morts, c'est deux millions de blessés, c'est la catastrophe mondiale, une boucherie terrible.

Donc, tous les 11 Novembre, où que je sois, je vais quelque part où on lit la liste. Et pour moi, c'est une leçon. On lit la liste et t'entends les noms. Tu ne les connais pas, tu n'es pas du coin : "Jean-Pierre Jacomo, François Jacomo, Paul Jacomo, André Jacomo". Après, un autre nom, un autre nom, encore un autre, encore un autre. Et vous entendez les listes : ça veut dire que tous les hommes de la famille sont morts, dans des tout petits villages.

Quand c'était en Corse, on embarquait les gens jusqu'à neuf gosses. Quand c'était en Bretagne, jusqu'à six gosses. Quand c'était ailleurs, au bout de trois, on arrêtait d'envoyer les hommes à la mort. C'est ça, la Première Guerre mondiale. Elle est dans notre histoire, elle est dans notre manière de penser l'histoire. Moi, le 11 Novembre, j'y vais. Vous, vous faites ce que vous voulez, mais moi, j'y vais.

Et le 11 Novembre, maintenant que me voilà votre porte-parole à tous, je ne me contente pas d'aller au monument aux morts de la ville où je suis. Je vais là où ça porte le sens et où l'on est resté fidèle à ce que nous défendons. Parce que c'est nous, les insoumis, qui avons fait voter une loi sur ce sujet. C'est mon camarade Bastien Lachaud.

Mesdames et messieurs, pendant la guerre, ceux qui étaient plus courageux que tous les autres, c'étaient ceux qui ne voulaient pas la faire, parce que ceux-là, ils étaient sûrs d'être fusillés. Ils étaient sûrs d'être fusillés. Ce n'étaient pas des lâches, ce n'étaient pas des traîtres, ce n'étaient pas des peureux. Et alors, nous, les insoumis, nous sommes liés à eux dans le temps, parce que c'est notre mission de porter cette histoire, puisque maintenant, il n'y a plus que nous qui sommes en nombre, en force et organisés.

C'est nous qui portons… Vous savez comment on les appelait ? Les insoumis. Dans les comptes rendus de l'armée, c'est "les insoumis". Ils fusillaient les insoumis.

Et nous avons fait voter une loi à l'initiative de Bastien Lachaud, qui dit que les insoumis ne sont pas des traîtres et qu'ils ont été réhabilités pour qu'on mette leur nom avec les autres morts.

Voilà ce que je vais faire sur le plateau de Millevaches, monsieur Lisnard. Et d'abord, ce n'est pas le plateau de Millevaches : le plateau, c'est Gentioux. Et vous savez pourquoi je vais là ? Parce que là, il y a écrit sur le monument aux morts, en gros : « À bas la guerre ! »

Et voilà ce que je crois que je porte comme parole aujourd'hui : **À bas la guerre !** ■

SERBIE > Victoire de la « Liste étudiante »

Une interview exclusive de Milena Repajic, dirigeante du PGR (Parti de la gauche radicale de Serbie)

Avec une participation record de 69 %, les élections législatives le 25 octobre ont vu la défaite du parti SNS du président Vucic, au pouvoir depuis quatorze ans. La « Liste étudiante » remporte la majorité avec 52,7 % des voix et 140 députés sur 250.

Dimanche 25 octobre à Belgrade. AFP

Qu'est-ce qui a permis l'effondrement du système Vucic-SNS ?

DR

Milena Repajic : Plusieurs facteurs ont conduit à l'effondrement du système, non seulement du système Vucic-SNS, mais aussi de la structure politique mise en place en 2000. D'une part, la réaction des autorités face aux morts lors de l'effondrement du auvent de la gare de Novi Sad en 2024 et aux manifestations qui ont suivi a été totalement inadéquate. La réaction, en termes de responsabilité politique et judiciaire, est arrivée trop tard, en grande partie parce que le SNS avait acquis un pouvoir considérable qui l'a conduit à l'arrogance, mais aussi parce que ce pouvoir reposait sur un réseau clientéliste très ramifié. La loyauté de ce réseau aurait été menacée si ses membres avaient su que le gouvernement les abandonnerait facilement.

De plus, il est essentiel que le mouvement se soit développé en dehors de la structure existante des partis parlementaires, ainsi que de ladite « société civile », et ait longtemps résisté aux influences de cette dernière. Cette structure, jusque-là la seule force organisée opposée au SNS, est ce qui a permis à Vucic de se maintenir au pouvoir. Elle n'avait aucune crédibilité auprès du peuple, soit à cause de ses liens politiques et financiers étroits avec l'establishment européen, soit à cause de son manque de contact avec les ouvriers et les paysans ; elle représentait exclusivement la bourgeoisie urbaine et instruite, mais s'était toujours approprié les manifestations exprimant le mécontentement envers le gouvernement. Ils ont tenté de faire de même avec le mouvement étudiant, mais sans succès total, grâce à l'organisation en plénum des étudiants.

Peux-tu expliquer ce qu'est la « Liste étudiante » et quelles sont ses revendications ?

La « Liste étudiante » est une liste de candidats aux élections législatives qui n'a pas été constituée par un parti politique, mais sélectionnée par des étudiants au terme d'un processus complexe de démocratie directe, étalé sur une année. Ce processus a permis de réduire un vivier de plusieurs centaines de personnes à une liste finale de 250 candidats. Si la plupart de ses revendications s'inscrivaient dans le cadre de la démocratie bourgeoise – comme le respect de l'État de droit et la lutte contre la corruption –, l'implication d'étudiants et de candidats progressistes a permis d'introduire des propositions plus radicales.

Celles-ci incluaient notamment la remise en cause des monopoles commerciaux, la suppression du recours aux huissiers privés afin de protéger le droit au logement, la réforme du droit du travail, ainsi que l'arrêt des exportations d'armes vers l'Ukraine et Israël. La « Liste étudiante » proposait également un référendum sur le maintien de l'intégration au sein de l'Union européenne ; bien qu'elle ne formule pas une critique aboutie de l'UE, cette démarche constitue une étape importante vers une démocratisation et marque une rupture avec la position dominante au sein de l'élite politique, selon laquelle « il n'existe pas d'alternative à l'Europe ».

Comment les étudiants sont-ils parvenus à tisser des liens avec les populations rurales et les classes populaires ?

Si le cœur du mouvement est demeuré urbain et issu de la classe moyenne, les résultats électoraux montrent que les étudiants ont également su toucher les classes populaires et les populations rurales. Des étudiants progressistes ont mis sur pied le « Front social » – une structure de type coalition regroupant divers collectifs de travailleurs, auto-organisés et indépendants des syndicats. Ils ont par ailleurs lancé l'initiative *« Un étudiant dans chaque village »*, qui a permis de sillonner les villages de toute la Serbie et d'atteindre ainsi de nombreuses personnes qui n'avaient pas voté auparavant. C'est ainsi qu'un écart de 500 000 voix s'est creusé entre les étudiants et le SNS.

Comment le PGR voit le combat pour la suite ?

La lutte ne fait que commencer. Au sein du mouvement étudiant et de la « Liste étudiante », on trouve des individus aux orientations politiques diverses qui ont su trouver un terrain d'entente ; il est toutefois fort possible que des courants politiques distincts émergent dans les années à venir.

« Il est essentiel que le mouvement se soit développé en dehors de la structure existante des partis parlementaires, ainsi que de ladite "société civile", et ait longtemps résisté aux influences de cette dernière. »

Nous prévoyons que certains éléments issus de l'ancien système – provenant de milieux de la société civile proches des partis politiques libéraux et de groupes de pression alignés sur l'UE – tenteront d'exercer une influence sur les élus et sur la future administration. Nous continuons à soutenir les forces de gauche et progressistes au sein du mouvement étudiant et de la « Liste étudiante » dans leur combat contre les éléments réactionnaires présents dans leurs propres rangs.

Par ailleurs, en tant que parti d'opposition et alternative de gauche, nous poursuivons le renforcement de nos capacités organisationnelles, avec un congrès prévu en décembre. Nous veillerons à ce que la « Liste étudiante » tienne ses promesses – qu'il s'agisse de l'amélioration des droits des travailleurs, de la suppression des huissiers privés, de l'organisation d'un référendum sur l'intégration européenne, du maintien de la neutralité militaire, de la fin de la coopération avec Israël, etc. ■

GRÈCE

Des dizaines de milliers de jeunes manifestent

La parole à **Litsa,** enseignante à Athènes

Le 21 octobre des dizaines de milliers de jeunes et des enseignants ont manifesté dans 50 villes de Grèce. Ils ont repris en Français quelques slogans dont : *« De la Grèce à la France, nous luttons pour une éducation publique et gratuite »*.

Qui a manifesté le 21 octobre à Athènes ?

Litsa : Au départ il y avait une grève appelée par le syndicat des enseignants. Dans l'appel du syndicat, il y avait la demande de hausse des salaires des enseignants, le refus de la privatisation des écoles, le refus de sanctions qui frappent des enseignants, et le refus de la guerre. La manifestation à Athènes était vraiment très massive, selon les estimations des syndicalistes, nous étions plus de 15 000. En fait, des milliers de jeunes ont participé, des étudiants, des lycéens, et même des collégiens. Dans les jours qui précédaient il y avait eu aussi certaines occupations dans des établissements scolaires, un peu partout dans le pays.

Que demandent les jeunes ?

C'est un peu les mêmes revendications qu'ont les élèves, les étudiants et les enseignants en France. D'importantes coupes budgétaires ont été effectuées dans l'éducation, les établissements scolaires sont en mauvais état.

Pour vous donner un exemple, à Athènes, dans un des plus gros établissements du pays, il y a depuis des semaines une forte odeur de gaz. Dans la presse on parle d'un problème grave du réseau de gaz qui paraît être défectueux. Les élèves s'absentent de leurs classes, les parents et les enseignants sont à leurs côtés et l'école a dû fermer ses portes. Cela représente un danger, mais l'administration ne fait rien.

D'autre part, l'évaluation des établissements et des enseignants, qui mène à la privatisation de l'enseignement public, n'a pas été acceptée par la majorité des enseignants, qui font face à des procédures disciplinaires et risquent le licenciement. Tous ces facteurs créent un mélange explosif dans l'éducation et attisent la colère des élèves, des étudiants et des enseignants.

Par ailleurs, pour accéder à l'université, la note minimale d'admission, un filtre académique éliminant les notes très basses, a laissé environ dix mille places vacantes et vidé certaines universités régionales. Et un nombre important des candidats admis ont renoncé à s'inscrire, s'ils doivent étudier dans une autre ville. Ceci est dû au coût de la vie qui est très élevé, au manque de logements gratuits ou d'autres subventions pour les étudiants qui étudient loin de leur domicile.

Comment s'est passé le 21 octobre à Athènes ?

Un des slogans étudiants était : *« La jeunesse ne baisse pas la tête »*. Ce qui veut dire que la jeunesse ne va pas se soumettre au joug. La manifestation est arrivée devant le Parlement grec, place Syntagma. Il était important de rester par milliers devant. Mais le Parti communiste de Grèce (KKE) a rassemblé ses militants et a quitté les lieux pour ne pas se mêler aux autres organisations syndicales et politiques.

Sur le plan médiatique, la ministre de l'Éducation a voulu afficher une volonté de dialogue en annonçant la plateforme « Minedu Talks » pour rencontrer les élèves ; elle a rappelé les budgets alloués aux résidences étudiantes, tout en condamnant fermement les blocages.

Dans les faits, la réponse du ministère s'est avérée profondément autoritaire, puisqu'il a menacé les parents de poursuites pour « négligence de mineurs » à cause des occupations et en déployant un lourd dispositif policier. Cette politique de fermeté, ne réussit pas d'affaiblir la détermination de la jeunesse et des enseignants. Tout au contraire, elle alimente la colère et renforce le mouvement. ■

AFP

« De la Grèce à la France, nous luttons pour l'éducation publique et gratuite » ; « Les étudiants écrivent l'histoire ». Manifestations de milliers de jeunes à Athènes, le 21 octobre.

ITALIE

« Grève européenne des étudiants… La CGIL appellera à la grève générale le 20 novembre »

Manifestation contre la vie chère, à Rome, le 24 octobre. AFP

C'est ainsi que Maurizio Landini, secrétaire de la principale centrale italienne, la CGIL, a conclu son discours devant 100 000 manifestants rassemblés à Rome le 17 octobre. Landini, en mars 2023, avait accueilli la Première ministre Meloni dans le congrès de la CGIL en cherchant un accord avec ce gouvernement réactionnaire.
Le discours trois ans et demi après est bien différent. La population ouvrière d'Italie, depuis le mouvement « Bloquons tout » en 2025, rassemble ses forces pour résister au gouvernement Meloni dans des grèves et des manifestations. Cela se conjugue avec le refus de la marche à la guerre. Et depuis deux semaines les étudiants manifestent par dizaines de milliers contre le sort qui leur est fait.

« Et c'est le moment de le dire avec force : non à l'augmentation des dépenses militaires ! »

Extrait du discours de Maurizio Landini

« Depuis quand y a-t-il eu la forte dégradation des conditions de vie et de travail des populations ? Elle s'est produite depuis la banalisation de la guerre dans le monde entier, à commencer par l'Europe. Ne tournons pas autour du pot : l'inflation, la hausse des prix de l'essence, les problèmes, naissent et s'aggravent précisément à partir du moment où la guerre éclate.
La guerre n'augmente la sécurité pour personne, ne crée la défense pour personne, la guerre multiplie les guerres et remet en cause la paix et la liberté des individus.
C'est ce message qui nous arrive aujourd'hui avec force des jeunes, des écoles. La sécurité ce n'est pas par les armes. C'est une connerie colossale de raconter que pour être plus en sécurité, il faut tous se réarmer car la seule sécurité que tu as dans un monde qui se réarme, c'est que ces armes ils les utiliseront et ils les utiliseront, pas pour défendre les droits de ceux qui travaillent, pas pour la dignité des personnes.
Et c'est le moment de le dire avec force : non à l'augmentation des dépenses militaires. Assez ! Ce n'est pas ce dont nous avons besoin. Trump et Poutine ont passé un accord sur le gaz et le pétrole et ensuite nous allons acheter à Trump, quatre fois plus cher le gaz et le pétrole que Poutine lui a vendu. Alors ils le font pour nous ou pour leurs propres intérêts économiques ? Au cours des vingt dernières années, il y a bien sûr le gouvernement Meloni, mais il faut être honnête, tous les gouvernements de droite comme de gauche ont fait des lois qui augmenté la précarité *(…)*. Le changement passe par l'abrogation des lois absurdes qui ont favorisé la précarité de l'emploi.
Il faut dire non aux 14 milliards d'euros supplémentaires que le gouvernement veut dépenser pour l'armement. Nous n'en avons pas besoin ! Ce n'est pas ce qui nous est utile !
C'est le moment, non de dire aux jeunes "battez-vous", mais c'est le moment pour nous qui ne sommes plus jeunes de nous battre pour obtenir des droits que les jeunes n'ont pas.
Il a été question de la grève européenne des étudiants le 20 novembre. La grève est l'instrument le plus solidaire qui existe *(…)*. C'est le moment de dire : le 20 novembre, la CGIL proclamera la grève générale dans ce pays. Et nous pouvons dire : personne ne nous arrêtera, allons de l'avant avec force et solidarité ! » ■

Artur Widak/NurPhoto

ALBANIE

Une foule immense, comptant plusieurs dizaines de milliers de personnes, lors d'une manifestation antigouvernementale nationale unifiée, le 24 octobre 2026, à Tirana, en Albanie. Cette mobilisation historique a envahi le quartier central de la capitale.

PORTUGAL

La jeunesse mobilisée pour le droit au logement

Le 24 octobre, plus de 30 000 parents et enfants ont manifesté à Lisbonne pour *« Un travail et un logement où vivre »* et contre la répression policière AFP

Correspondant

Des centaines de jeunes et d'habitants, réunis en assemblées populaires, ont lancé, le 14 octobre, un mouvement (d'abord à Porto, puis à Lisbonne) pour revendiquer le droit au logement. Tant à Lisbonne qu'à Porto, la police anti-émeute, sous les ordres des mairies respectives et du gouvernement, a violemment chargé les jeunes qui passaient la nuit dans leurs tentes, balayant tout sur son passage, détruisant leurs effets personnels et faisant des dizaines de blessés. Le président de la République, José Seguro (ancien secrétaire général du PS), qui était resté silencieux jusqu'alors, a rompu son silence pour déclarer que *« la loi doit être respectée »*.
L'énorme malaise social et l'indignation contre le gouvernement ont poussé, à Lisbonne et à Porto, des milliers de personnes de tous âges (principalement des jeunes) à descendre dans la rue, en solidarité avec les jeunes des campements, pour dénoncer la répression policière et affirmer que les jeunes ont raison, que leurs revendications sont justes et légitimes. Elles sont au nombre de six : un plafonnement des loyers ; l'abrogation de la loi sur la libéralisation des loyers (1) ; la fin des expulsions ; davantage de logements sociaux ; l'utilisation des logements vacants pour le logement social ; la fin des fonds immobiliers et de la spéculation.
À Lisbonne, samedi 24 octobre, à l'appel du Mouvement pour le logement, plus de 30 000 personnes ont manifesté. À l'issue de la manifestation, une nouvelle Assemblée populaire s'est tenue pour décider de la suite du mouvement ; il a été décidé d'organiser une manifestation devant l'Assemblée de la République, le 27 octobre à 18 h 30, afin d'exiger que leurs revendications soient satisfaites. ■

(1) Le gouvernement a présenté à l'Assemblée de la République un projet de loi, voté par la droite et l'extrême droite, qui vise à renforcer la position des propriétaires, en libéralisant encore davantage les loyers et les expulsions.

ÉTAT ESPAGNOL > Manifestation à Madrid

50 000 manifestants pour défendre les retraites

Samedi 24 octobre, 50 000 personnes ont manifesté à Madrid pour défendre le système public de retraites à l'appel des différentes plateformes de retraités dont la Coordination d'État pour la défense du système public de retraites (COESPE)

Face à l'explosion du coût de la vie, les manifestants ont notamment exigé une hausse des salaires et des pensions permettant de rattraper les pertes de pouvoir d'achat. Cette année, les retraites ont été revalorisées de 2,7 %, alors que l'inflation a atteint 5 %, accentuant encore la paupérisation des retraités. Le système public de retraites fait par ailleurs l'objet de nouvelles menaces, en particulier dans les programmes de la droite et de l'extrême droite dans le cadre de la campagne des élections législatives anticipées du 29 novembre. De nombreux enseignants de Madrid, en grève depuis le 14 octobre, ont aussi défilé aux côtés des retraités. Leur grève se poursuit et le gouvernement régional refuse toute négociation.
Partis d'Atocha, les manifestants ont parcouru le centre de Madrid jusqu'à la rue d'Alcala, à proximité de la Puerta del Sol, faisant la jonction avec l'acampada (campement) pour le droit au logement installée depuis plusieurs semaines.
La confédération syndicale des locataires s'était associée à l'appel des retraités, faisant ainsi le lien entre les deux mobilisations. Tout au long de la marche, des slogans en faveur du droit au logement ont fait écho aux revendications sur les retraites, car tout est lié.
Le campement de la Puerta del Sol, né d'une mobilisation massive de la jeunesse et des organisations de locataires après l'expulsion de Maricarmen Abascal, 87 ans, fin septembre – décédée depuis –, est devenu un point de ralliement de cette contestation sociale.
C'est en réponse à cette mobilisation puissante, en particulier dans la jeunesse, que les confédérations syndicales, avec les organisations de locataires, ont appelé à une grève générale le 11 novembre.

C. A. ■

Retrouvez Informations Ouvrières sur ses réseaux !
@IO

« J'ai signé l'appel de soutien aux déserteurs russes et ukrainiens parce que je suis en colère »

La parole à **Fatma,** enseignante, syndicaliste et mère de famille, signataire de l'appel de soutien aux déserteurs

« Enseignante, maman, syndicaliste, pourquoi j'ai signé l'appel des déserteurs ? J'ai signé parce que je suis en colère, très en colère. Savez-vous ce que l'Union européenne est en train de faire en ce moment ? Elle discute de mesures pour bloquer l'entrée des citoyens russes qui ont combattu, y compris ceux qui ont refusé de continuer la guerre.

Et ce n'est pas un projet, c'est déjà la réalité. Plusieurs États européens refusent systématiquement l'asile aux déserteurs russes en les accusant de complicité.

On les prive de refuge, alors que ces jeunes ont été contraints de servir, embarqués de force sous une pression qui s'intensifie chaque jour.

C'est inhumain, c'est scandaleux. On punit des jeunes qui ont le courage immense de dire *"non, je ne tuerai pas"*. Moi, comme maman, je ne peux pas accepter ça.

Si un jeune refuse de porter une arme, notre devoir, c'est de le protéger, pas de le renvoyer vers la prison ou la mort.

J'ai signé cette pétition pour la paix, pour l'humanité. Le lien avec la mobilisation de la jeunesse, il est évident.

C'est le même traitement. Obéis et tais-toi. Aux jeunes déserteurs russes ou ukrainiens, on dit : *"Va au front et tais-toi."*

À notre jeunesse ici, on dit : *"Accepte Parcoursup, accepte les classes surchargées, accepte un avenir sans moyens et tais-toi."* Eh bien non. Depuis près d'un mois, ce sont nos jeunes qui nous offrent une belle leçon.

« Le déserteur qui refuse la guerre et le lycéen qui bloque son lycée, c'est le même courage »

Ils disent non, ils se mobilisent, ils ont raison. Moi, enseignante, syndicaliste, j'étais à leur côté dans les différentes mobilisations. J'ai vu leur détermination et je serai encore là pour les prochaines mobilisations.

Le déserteur qui refuse la guerre et le lycéen qui bloque son lycée, c'est le même courage. Refuser d'être sacrifié pour des profiteurs de guerre. En tant que maman, en tant qu'enseignante, en tant que syndicaliste, je les soutiens et ils ont raison.

Arrêtons de verser des milliards pour l'armée et investissons dans notre jeunesse. La jeunesse, c'est notre avenir. Investissons dans la paix et arrêtons cette course infernale vers la guerre. » ■

Signez la pétition
petition.deserters.org

GRANDE-BRETAGNE

Une salve de réunions publiques de la coalition Stop the War

On ne présente plus, aux lecteurs d'*Information ouvrières*, la coalition Stop The War, de Grande-Bretagne, crée en 2001 et qui, avec d'autres, a notamment organisé de gigantesques manifestations contre le génocide en Palestine, dans les grandes villes britanniques, depuis octobre 2023 et qui est partie prenant de la campagne internationale contre la guerre (meeting de Paris, en octobre 2025, et meeting de Londres, en juin dernier).
En cette fin de mois d'octobre, elle organisait une série de réunions publiques, du nord au sud de la Grande-Bretagne, avec des orateurs internationaux. Député LFI et militant du POI, Jérôme Legavre était invité à deux d'entre elles. Voici quelques échos de celle tenue à Birmingham, le 22 octobre.

À Birmingham, le 22 octobre. DR

Yan Legoff

Premier orateur, **Andrew Feinstein, de Stop the War,** a dénoncé *« la psychose de guerre totale étant mise en branle avec le déclin des forces impérialistes aux États-Unis, avec la Grande-Bretagne à ses côtés. Et nous devons dire que ce sont des guerres impérialistes, et nous ne devrions rien avoir à faire avec le soutien au gouvernement britannique dans aucune d'elles. »* Et d'insister : *« Le peuple britannique ne mènera pas ces guerres. Nous n'irons pas en guerre pour ceux qui ont armé le génocide à Gaza, qui interviennent dans le monde entier. Nous ne mènerons pas vos guerres ! »*

À sa suite, **une étudiante, responsable du syndicat des étudiant de Birmingham,** a rappelé le combat de ses camarades contre le génocide à Gaza, et la répression qu'ils ont subie. Elle s'emporte ensuite contre le partenariat conclu entre l'université de la ville et l'entreprise d'armement BAE System. Elle déclare : *« C'est un mensonge de dire que la défense crée des emplois. Elle ne fait que tuer »*, en saluant les *« poches de résistance merveilleuse qui continuent de surgir en Italie, en France, en Albanie, au Cachemire, en Inde, et tant d'autres, où les étudiants se mobilisent »*.

Puis **Giorgos Gogos, responsable syndical au port du Pirée (Grèce)** a rendu compte sous les applaudissements nourris, de la préparation de la journée internationale de mobilisation des dockers contre la guerre (*lire page 11*).

Salma Yaqoob, de Stop the War, a ensuite dénoncé le fait que *« près de la moitié des enfants de cette ville vivent dans la pauvreté »*. Et de s'exclamer : *« Alors que les politiciens ne nous parlent pas de sécurité, de défense, quand ils ne garantissent pas la sécurité de base des gens ordinaires de ce pays. Oui à la protection sociale, non à la guerre ! »*

Responsable nationale de Stop the War, et poursuivi en justice pour avoir organisé des manifestations contre le génocide, **Chris Nineham** déclare à la tribune : *« Les gouvernements essaient de susciter en Europe et en Grande-Bretagne une hystérie guerrière contre la Russie pour tenter de couvrir leur projet de réarmement qui avance très, très rapidement à travers l'Europe et n'est pas assez pris en compte, même à gauche dans ce pays. »*

Il ajoute : *« Ils sont embourbés dans la guerre la plus épouvantable et atroce en Ukraine. Et nous appelons à la fin immédiate de ce massacre – ce avec quoi la majorité des Ukrainiens, soit dit en passant, sont également d'accord. »* Et d'insister sur un point : *« La guerre et la sécurité sont en fait devenues la principale justification de l'austérité et des coupes budgétaires. Et c'est pourquoi – et c'est un point très important que nous devons transmettre dans le mouvement étudiant, dans le mouvement ouvrier –, nous ne pouvons pas combattre l'austérité sans affronter la propagande de guerre. »*

« Les gouvernements européens sont embourbés dans la guerre la plus épouvantable et atroce en Ukraine. Et nous appelons à la fin immédiate de ce massacre »

Il conclut, après avoir salué la mobilisation des jeunes et des travailleurs en France : *« Nous devons apporter cet esprit combatif dans nos rues dès que possible. Nous avons besoin d'une mobilisation étudiante à travers le pays le 20 novembre. Nous avons besoin de manifestations contre la guerre et le militarisme le 21 novembre à travers tout le pays. Ensemble, nous pouvons gagner ! »*

Jérôme Legavre, député LFI et militant du POI, a eu l'honneur de conclure ces prises de parole. Après avoir relaté les évènements en France, la puissante mobilisation de la jeunesse et des travailleurs contre le gouvernement Macron, il conclut à son tour : *« Les peuples ne veulent pas de la guerre, de la militarisation de la société. Ils ne veulent pas que leurs enfants, leur jeunesse aillent mourir pour des guerres voulues par les puissants, pour leurs profits. Ce qu'ils veulent, ils le disent en ce moment même en se levant contre leurs gouvernements. Ils veulent vivre ! Welfare, not warfare (oui à la protection sociale, non à la guerre) !*

Les travailleurs, les jeunes où qu'ils soient ne sont les ennemis d'aucun peuple : l'ennemi est dans notre pays et c'est notre gouvernement. Solidarité avec les peuples, avec la jeunesse contre nos gouvernements !

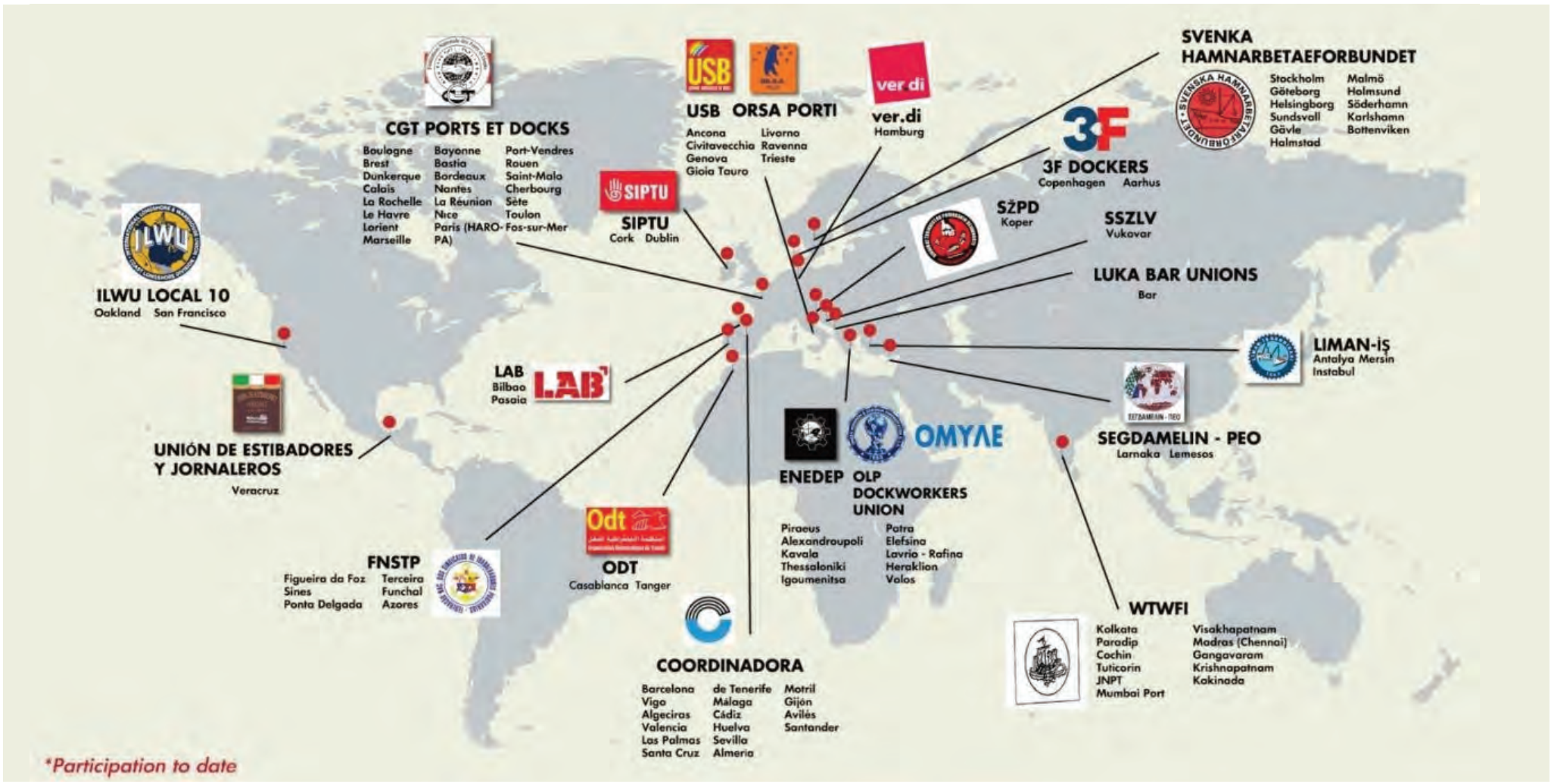
Solidarité avec tous ceux qui s'organisent, se battent contre la guerre, contre le génocide ! Solidarité avec les dockers qui le 30 octobre prochain bloqueront 100 ports pour bloquer les livraisons d'armes : ils donnent l'exemple à tout le mouvement ouvrier.

Solidarité avec les jeunes qui le 20 novembre prochain manifesteront dans toute l'Europe contre la conscription. Une mobilisation contre la militarisation et la marche à la guerre qui se poursuivra dans toute l'Europe les 21 et 22 novembre prochain.

Et camarades, fraternité, solidarité totale avec tous ceux qui en Russie, en Ukraine, contre la guerre à laquelle on veut les obliger disent "nous n'irons pas", *et choisissent de déserter. Camarades, ces déserteurs sont l'honneur de l'humanité. Ils sont aujourd'hui, dans les pires conditions, la pointe avancée du combat pour affaiblir la machine de guerre, résister contre leurs gouvernements à la spirale de mort. Nous leur devons un soutien total et cela commence par exiger de nos gouvernements et de l'Union européenne qui le refusent de leur accorder l'asile et le statut de réfugiés. »*

Lors du meeting, des messages vidéo de militants russe et ukrainien, solidaires des déserteurs de leurs pays, ont d'ailleurs été projetés sous les applaudissements. ■

Le 30 octobre, journée internationale de lutte dans les ports !



« Le 30 octobre, les ports français vont être à l'arrêt à 95 % »

Tony Hautbois, secrétaire général de la CGT des dockers

Nous reproduisons le communiqué (23 octobre) de la fédération CGT des ports et docks (France)

« La Fédération nationale des ports et docks appelle à un arrêt de travail de 24 heures dans l'ensemble des ports français !
Signataire de la déclaration d'Istanbul du 19 mai 2026 avec des organisations syndicales d'ouvriers dockers et travailleurs portuaires de Grèce, d'Italie, de Turquie, du Maroc, de Chypre et du Pays basque, la Fédération nationale des ports et docks CGT se félicite de l'appel de nombreuses autres organisations syndicales d'autres nations qui s'inscrivent sous des formes diverses et variées à cette journée de mobilisation historique importante dans la période.
L'European Dockworkers Council (EDC), organisation syndicale internationale à laquelle la Fédération nationale des ports et docks CGT est adhérente, appelle l'ensemble des syndicats membres à participer à cette journée de lutte : Espagne, Grèce, Slovénie, Chypre, Suède, Danemark, Portugal.
D'autres syndicats se sont également engagés à l'échelle mondiale dans cette dynamique comme l'Islande, l'Allemagne, le Brésil, l'Inde, les USA, le Mexique,...
Les ouvriers dockers et travailleurs portuaires refusent de travailler pour les guerres !
Fidèle à nos valeurs de solidarité, d'unité, de paix, d'amitié et d'entraide entre les peuples, la fédération s'inscrit pleinement dans cette journée pour :
– mettre fin aux guerres, au génocide et refuser toute militarisation de nos ports ;
– refuser la déréglementation de nos emplois, de nos secteurs d'activité notamment par l'automatisation ;
– la défense de nos métiers, de nos emplois et de nos qualifications ;
– s'opposer aux attaques contre nos droits sociaux, le droit de grève, nos libertés et toutes formes de répression.
Par conséquent, la Fédération nationale des ports et docks CGT appelle l'ensemble des ouvriers dockers et travailleurs portuaires à un arrêt de travail de 24 heures le 30 octobre 2026. » ■

VU DANS LA PRESSE ITALIENNE

« Gênes : après les manifestations étudiantes, la grève du 30 octobre »

Un reportage de l'antenne locale de Ligurie de la **RAI**. (télévision italienne)

Dans la ville, un week-end de manifestations sans tensions particulières. Plusieurs générations sont attendues dans la rue contre la vie chère et le réarmement.

« Le fil conducteur, c'est l'avenir. Celui que les étudiants demandent à pouvoir imaginer sans la guerre ; celui pour lequel les travailleurs revendiquent des garanties en matière de salaires et d'industrie ; celui que les dockers défendent en refusant que leur travail devienne complice des conflits et du réarmement.
"Nous avons décidé de lancer la grève générale en partant de la grève internationale, à laquelle participeront plus de 103 ports répartis sur quatre continents", explique José Nivoi, représentant de l'USB et membre du CALP.
Le 30 octobre, à Gênes, plusieurs générations et différentes luttes se retrouveront dans la rue. La ville est marquée par le conflit social autour de l'ancienne usine sidérurgique ILVA de Cornigliano, par les difficultés financières des services publics et les conflits syndicaux, ainsi que par les récentes occupations d'établissements scolaires par les élèves.
Au cœur de la grève : la vie chère, les dépenses militaires et les coupes dans les dépenses sociales. Maurizio Rimassa, coordinateur régional de l'USB, dénonce également des politiques salariales qui ont placé l'Italie à la dernière place en matière de rattrapage du pouvoir d'achat.
Désormais, la crainte est que la manifestation de vendredi dégénère en raison de la présence éventuelle de groupes extérieurs aux revendications syndicales. C'est un risque, mais rien n'est joué d'avance.
Gênes, ville ouvrière et portuaire, va ainsi être confrontée à une épreuve qui est à la fois sociale et politique. »

30 octobre à Gênes

Visuel du syndicat CALP des dockers

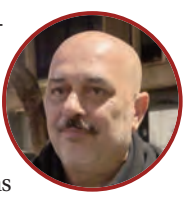
« 9 heures : début des blocages portuaires, passage Albertazzi;

10 heures : début du rassemblement des salariés et des étudiants;

12 heures : début du blocage commun au terminal des ferrys et manifestation. »

« Contre la militarisation de nos ports, pour l'avenir de nos enfants »

Giorgos Gogos, président du syndicat des dockers du port autonome du Pirée (Grèce)



« Vendredi 30 octobre, nous organisons une journée mondiale d'action contre la militarisation de nos ports. Nous nous opposons aux décisions de l'Union européenne, qui souhaite transformer les ports commerciaux en plaques tournantes pour le matériel militaire et les armes, et les utiliser dans le cadre de la stratégie mondiale qu'elle met en œuvre partout dans le monde.
En Grèce, il s'agira notamment du port du Pirée, de celui de Thessalonique et de quelques autres ports moins importants, mais partout en Europe, en France, en Espagne, au Portugal, en Slovénie, en Italie, à Chypre, à Malte, en Suède et au Danemark, des manifestations sont prévues, ainsi que des arrêts de travail ou des grèves de 24 heures accompagnées de manifestations dans les ports.
Nous espérons que le 30 octobre, des manifestations massives auront lieu devant nos ports. Comme nous le savons tous, les décisions de l'Union européenne, prises par les bureaucrates et les élites politiques ou économiques de nos pays, ne vont pas céder si facilement. Nous devons donc faire preuve de persévérance et poursuivre nos luttes pour l'avenir de nos enfants, pour l'avenir des générations futures. »

Propos recueillis, le 23 octobre ■

BRÉSIL

« Première analyse du second tour de l'élection présidentielle »

Déclaration du comité national de **Dialogue et action pétiste** (DAP), qui regroupe des militants et des responsables du **Parti des travailleurs** (PT) du Brésil, lundi 26 octobre 2026

« Hier, 25 octobre, le peuple brésilien a surpris le monde entier. Dans un revirement sans précédent, il a réélu Luiz Inacio Lula da Silva à la présidence lors du second tour, avec 10,4 millions de voix de plus qu'au premier tour, pour un total de 64,3 millions. Le candidat du PT a recueilli 51,8 % des suffrages exprimés, contre 48,2 % pour Flavio Bolsonaro (PL). Un écart deux fois plus important que celui enregistré par son père (*Jair Bolsonaro*) en 2022. Le peuple a mis un frein à la subordination à l'impérialisme en Amérique latine !

Le dollar a grimpé et la Bourse a chuté de 50 %, jusqu'à ce que le *circuit breaker* (dispositif anti-krach) se déclenche. Pendant ce temps, dans un lycée de Cidade Tiradentes (1), à l'extrême est de São Paulo, pendant la récréation, les jeunes chantaient et dansaient au son de *"Olê, Olê, Olê, Olá, Lula, Lula"*.

Trump, quant à lui, a déclaré aujourd'hui que l'élection *"semblait avoir été truquée"*, sans aucune preuve. Son acolyte, Flavio, qui avait annoncé *"la fin de l'ère du PT"*, affirme désormais qu'il va demander "l'invalidation de la candidature du PT".

Dans les journaux, les chroniqueurs de la classe dominante sont effrayés, craignant une *"flambée de tensions"*.

D'OÙ VIENT CETTE FORCE ?

En 21 jours, des millions de personnes sont descendues dans les rues dans des centaines de villes, lors de milliers de manifestations, dans le cadre de la plus grande mobilisation populaire de l'histoire du Brésil. Désormais, rien ne sera plus comme avant !

C'est le résultat de l'engagement de la jeunesse qui a *"assumé ses responsabilités"* (Lula) face aux enjeux, et qui avait commencé à descendre spontanément dans la rue dès le lendemain du premier tour, sans attendre les ordres d'une direction qui se tapait alors la tête contre le mur (2). Ce mouvement entretient un lien historique avec les puissantes manifestations de jeunes, chacune dans son contexte propre, en France, en Italie, en Belgique, en Grèce, en Serbie et en Albanie, ainsi qu'aux États-Unis. La lourde roue de l'histoire est en train de tourner.

Au Brésil, la mobilisation a rassemblé les couches populaires et démocratiques, et s'est propagée via les réseaux sociaux (et non l'inverse). Oui, les acquis sociaux du gouvernement Lula et des gouvernements précédents étaient menacés, la démocratie était menacée, la souveraineté était menacée ; l'avenir de la jeunesse était en jeu.

LA JEUNESSE A POUSSÉ LE PEUPLE À ENTRER EN SCÈNE

C'était *"politiquement nécessaire, difficile, mais mathématiquement possible de renverser la situation"*, avions-nous déclaré au DAP le 10 octobre.

Les masses populaires sont entrées en scène en développant des formes élémentaires d'auto-organisation : manifestations spontanées, équipes de campagne, production de matériel et groupes d'entraide pour inciter les gens à voter.

Ce fut une victoire contre les pronostics des "analystes" nationaux et internationaux.

En effet, le candidat bolsonariste était soutenu par l'impérialisme américain, ce qui a permis au Parti libéral de rassembler rapidement les dirigeants des partis de droite, tous aux côtés de l'Agro (3), de Faria Lima (4), des détaillants et des géants de la tech, avec en tête les milices et les mafias associées (Master [5], etc.).

Le président bolsonariste du Tribunal supérieur électoral (TSE) *(…)* a quant à lui semé la confusion dans les bureaux de vote et, hier, n'a pas statué sur les recours déposés contre le boycott des bus, crime électoral commis par des maires et des entreprises de transport.

LA LUTTE CONTINUE !

Les menaces qui pèsent sur le résultat du scrutin appellent à une mobilisation massive pour la cérémonie d'investiture à Brasilia le 5 janvier, voire avant. La fin du système de travail "6x1" (6) entrera en vigueur dans 50 jours, mais le sabotage patronal, auquel Flávio s'est engagé, a déjà atteint les entreprises.

À la veille du scrutin, Lula a déclaré à la télévision que *"la participation du peuple et la descente dans la rue des étudiants nous obligeront à adopter une nouvelle façon de gouverner"*. En effet. La nation attend la parole du président.

La direction du PT doit changer. Elle ne peut pas continuer à se contenter de suivre le Planalto (7), comme le font la gauche et de nombreux syndicats et mouvements. C'est de cette manière qu'est née la ligne de "défense de l'héritage", qui a rabaissé le programme dans des alliances impossibles et a failli tout faire capoter au premier tour. La direction devrait troquer les tapis des bureaux contre le bitume et la boue, et apporter son soutien à leurs luttes vitales.

« Mettre en place une réforme politique et judiciaire radicale, et ouvrir la voie à une Assemblée constituante souveraine librement élue (…). Il faut une rupture radicale. »

Regardons la réalité en face : le système est pourri.

Sur Globo, le playboy a provoqué avec les "neuf doigts" (8). Mais lorsque Lula a dénoncé le fait que *"des millions de travailleurs sont victimes d'accidents du travail à cause de l'irresponsabilité patronale qui nous oblige à travailler pendant des journées où nous sommes contraints de nous rendre au travail"*, Lula a montré qui est véritablement antisystème.

Une marée humaine défile à Rio de Janeiro pour défaire Bolsonaro la veille du second tour, samedi 24 octobre (AFP).

CE SYSTÈME POURRI NE CONSTITUE PAS UNE ISSUE

Cette Constitution, qui a été rafistolée par 130 amendements constitutionnels réactionnaires, ne résout pas les problèmes de la vie du peuple. Le quatrième gouvernement Lula, pour tenir ses engagements et répondre aux attentes populaires, pour "en faire plus", sera assiégé par la réaction : par le budget pris en otage par la Chambre des magouilles, par le tapage autour de l'ajustement budgétaire (9) et par un Tribunal suprême fédéral qui a perdu toute crédibilité, à la merci du Sénat de droite.

Aujourd'hui, la meilleure solution consiste à aller de l'avant avec Lula aux commandes pour mettre en place une réforme politique et judiciaire radicale, et ouvrir la voie à une Assemblée constituante souveraine librement élue, qui procède aux réformes structurelles – abroger la réforme du travail, l'article 142 (GLO) (10), instaurer l'impôt sur les grandes fortunes, trancher la question de la réforme agraire, des renationalisations nécessaires et de la suppression des intérêts.

Il faut une rupture démocratique avec ce système.

Nous appelons tous ceux qui ont été à nos côtés dans la bataille électorale, en agissant aux côtés du PT, à rejoindre le DAP. Afin d'avancer ensemble avec d'autres secteurs politiques et sociaux dans la construction du Mouvement pour la réforme politique radicale, en préparant une rencontre nationale début 2027.

Nous appelons dès à présent à organiser des réunions du DAP – en accordant une attention particulière à la jeunesse qui se mobilise – dans les villes, les quartiers, les écoles, les universités et les catégories professionnelles, afin de discuter du bilan électoral et des prochaines étapes.

Pour la défense des droits et la lutte pour de nouvelles conquêtes !

Pour la défense de la souveraineté nationale ! » ■

À São Paulo des militants du PT ont poussé la population vers les urnes jusqu'à la fermeture des bureaux de vote (AFP).

(1) Cidade Tiradentes est un grand quartier résidentiel de São Paulo, situé à une trentaine de kilomètres du centre-ville, avec une forte concentration de logements sociaux.

(2) Le 4 octobre, Bolsonaro était arrivé en tête au premier tour de la présidentielle, devant Lula, avec plus de deux millions de voix d'écart.

(3) Agro désigne l'agro-industrie qui représente une part substantielle de la production de richesses au Brésil.

(4) Faria Lima désigne la principale artère financière de São Paulo.

(5) Master renvoie ici au scandale de Banco Master, des enquêtes de la police fédérale ayant mis en évidence l'existence d'une fraude bancaire appuyée sur un réseau criminel, l'utilisation d'une milice privée et des ramifications politiques.

(6) « 6x1 » désigne le combat des travailleurs au Brésil contre les six journées de travail et une seule journée de repos.

(7) Le palais du Planalto est le siège de la présidence à Brasilia.

(8) Lors d'un débat télévisé, dans l'entre-deux tours, Flavio Bolsonaro l'a accusé de *« donner d'une main et de reprendre avec ses neuf doigts »*, allusion grossière à un accident du travail lorsque Lula était ouvrier métallurgiste.

(9) Le terme désigne la pression que les marchés financiers cherchent à exercer sur le pouvoir, dans le sens d'un plan d'austérité pour réduire la dette publique.

(10) Référence à l'article 142 de la Constitution brésilienne pouvant justifier des opérations militaires temporaires dites de Garantie de la loi et de l'ordre (GLO) à l'initiative du président de la République (*Ndt*).

Deux nouveaux rapports d'agences de l'ONU rappellent que le génocide se poursuit à Gaza

À la veille des élections au parlement de l'État israélien, la Knesset, ce 27 octobre, deux rapports de l'ONU rappellent la réalité quotidienne à l'œuvre à Gaza et en Cisjordanie. Le premier, présenté par Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU pour les territoires occupés palestiniens, et le second, par la « Commission internationale indépendante d'enquête sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël », créée par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Gaza et Cisjordanie : le nettoyage ethnique ne peut plus être ignoré

AFP

Une famille enterre son fils, tué par la frappe d'un drone israélien sur l'université de Gaza ayant fait trois morts dimanche, le 25 octobre.

La Commission internationale indépendante d'enquête de l'ONU conclut dans son rapport, publié le 14 octobre, que les violences commises par les forces israéliennes contre les Palestiniens s'inscrivent dans une politique de longue durée visant à contrôler le territoire tout en réduisant la présence palestinienne.

La Commission internationale indépendante d'enquête de l'ONU résume cette logique par la formule : *« Un maximum de terres avec un minimum de population »*, également employée par le ministre israélien Bezalel Smotrich en septembre 2025.

Depuis le 7 octobre 2023, plus de 75 000 Palestiniens identifiés ont été tués dans les territoires palestiniens occupés, dont au moins 21 500 enfants et 11 000 femmes.

En Cisjordanie, entre octobre 2023 et septembre 2026, la Commission recense 1 080 morts et 10 940 blessés.

La Commission documente des tirs mortels contre des civils désarmés, notamment des enfants, des femmes enceintes et des personnes qui ne représentaient aucune menace immédiate. Elle relève un changement d'échelle dans les bombardements en Cisjordanie : 6 Palestiniens tués par frappes aériennes entre 2008 et octobre 2023, contre 254 entre octobre 2023 et septembre 2026. Les opérations militaires ont également provoqué des déplacements massifs : 34 176 personnes demeuraient déplacées en août 2026.

Le rapport dénombre encore 1 431 Palestiniens tués et 5 026 blessés, du « cessez-le-feu » d'octobre 2025 jusqu'au 30 septembre 2026. Les bombardements des 28 et 29 octobre 2025 ont, à eux seuls, fait 104 morts, dont 46 enfants, et 253 blessés. La Commission souligne aussi l'expansion du contrôle territorial israélien : les zones contrôlées sont passées des 53 % prévus par l'accord de cessez-le-feu à au moins 60 % en septembre 2026. Le chef d'état-major israélien a qualifié la « ligne jaune » de *« nouvelle frontière »*.

Sur le plan juridique, la Commission conclut qu'Israël continue de commettre des actes génocidaires à Gaza.

Le rapport consacre une place importante aux violences sexuelles, à la torture et aux persécutions visant les enfants. Il considère ces pratiques non comme des incidents isolés, mais comme des instruments d'humiliation, de domination et de déplacement forcé.

Sur le plan juridique, la Commission conclut qu'Israël continue de commettre des actes génocidaires à Gaza. En Cisjordanie, elle retient les crimes contre l'humanité d'extermination, de torture, de viol, de violences sexuelles et de persécution, ainsi que des crimes de guerre. Elle dénonce une impunité persistante et l'absence de réparations effectives pour les victimes. Le document examine aussi les responsabilités palestiniennes.

Il montre que l'Autorité palestinienne pratique un usage excessif de la force, des détentions arbitraires et la répression des journalistes, des défenseurs des droits humains et des opposants politiques.

En conclusion, la Commission appelle les États à prévenir et punir le génocide et à soutenir les enquêtes de la Cour pénale internationale. On sait comment un tel appel est reçu par les États complices, à commencer par la France de Macron, dont les critiques hypocrites à l'encontre de la politique de Netanyahou ne font que rendre sa complicité encore plus abjecte. ■

Assassinats ciblés de journalistes et destruction systématique des moyens d'information

Le nouveau rapport de Francesca Albanese, intitulé *La vérité sous les décombres : les médias au temps du génocide*, a été présenté à l'ONU le 26 octobre 2026.

Le rapport décrit dans le détail un « médiacide », à savoir la destruction des moyens de documenter les crimes, à commencer par l'assassinat méthodique des journalistes palestiniens, associé au contrôle de l'information et à la marginalisation des voix palestiniennes.

Selon Francesca Albanese, près de 300 journalistes palestiniens ont été exécutés par l'armée génocidaire israélienne, dont environ 70 tués en représailles de leur activité professionnelle. On compte 400 journalistes blessés, plus de 100 arrestations (une trentaine de journalistes sont toujours incarcérés au moment de la présentation du rapport). Dans le même temps, on dénombre 139 attaques de colons contre la presse en Cisjordanie ces deux dernières années.

Plus de 150 domiciles de journalistes ont été détruits depuis octobre 2023. Dès la première semaine de l'offensive génocidaire israélienne, une cinquantaine de locaux de médias ont été visés et endommagés. 81 % des infrastructures d'information et de communication à Gaza ont été détruites et 12 % partiellement endommagées. Seulement 30 % des antennes-relais à Gaza demeuraient opérationnelles à la fin du mois d'octobre 2023.

Pour la rapporteuse spéciale, ces destructions empêchent non seulement les reportages et la transmission des preuves, mais aussi l'accès aux alertes et aux services d'urgence.

« Gaza est l'endroit le plus mortel pour les journalistes de tous les temps » (F. Albanese).

Selon les données reprises par Francesca Albanese, la censure militaire israélienne a entièrement interdit 1 635 articles de presse et en a partiellement censuré 6 265 en 2024, soit 7 900 interventions. En 2025, elle a interdit 753 articles et en a expurgé 4 974, soit 5 727 interventions.

Ces totaux représentent respectivement environ 21,6 et 15,7 interventions par jour de la censure, contre une moyenne de 6 entre 2011 et 2023. Le rapport mentionne séparément l'interdiction, en février 2026, de cinq médias palestiniens couvrant l'actualité depuis Jérusalem-Est occupée, ainsi que des contrats publicitaires d'environ 50 millions de dollars, notamment avec Google et X, pour diffuser des messages niant la famine à Gaza.

On dénombre environ 38,8 millions de publications Facebook et Instagram supprimées, interdites ou bloquées depuis la fin de 2023, selon des données internes divulguées, citées par le rapport, qui dénonce la complicité des grands médias internationaux, reprenant les chiffres de la propagande israélienne.

Dans un message publié sur X, Francesca Albanese écrit : *« Je n'arrive pas à arrêter de penser à la manière dont l'Israël de l'apartheid a tué des travailleurs des médias palestiniens (environ 300) et leurs proches (plus de 700), faisant de Gaza l'endroit le plus mortel pour les journalistes de tous les temps. Il est temps de s'assurer que les génocidaires et leurs soutiens enthousiastes soient tenus responsables. »* ■

Un rapport de l'université Brown en avril 2025 sur les coûts de la guerre indiquait que *« la guerre à Gaza a, depuis le 7 octobre 2023, tué plus de journalistes que la guerre civile américaine, les Première et Seconde Guerres mondiales, la guerre de Corée, la guerre du Vietnam (y compris les conflits au Cambodge et au Laos), les guerres en Yougoslavie dans les années 1990 et 2000, et la guerre post-11 septembre en Afghanistan, réunies ».*

Orly Noy : « Un État peut-il simplement aller aux urnes après avoir commis un génocide, comme si de rien n'était ? »

Extraits d'un message sur Facebook d'Orly Noy, journaliste israélienne, candidate pour le parti BALAD (Rassemblement démocratique national) sur la liste unifiée pour les élections législatives israéliennes.

« La mission du camp de Netanyahou ces trois dernières années est de faire oublier le 7 octobre. La mission du centre gauche sioniste est de faire oublier tout ce qu'Israël a commis depuis lors. Un État peut-il simplement aller aux urnes après avoir commis un génocide, comme si de rien n'était ?

Voici quelques chiffres tirés de la conférence donnée aujourd'hui par le Dr Michal Feldon : depuis le 7 octobre, près de 22 000 enfants ont été tués à Gaza par des traumatismes directs. 340 enfants depuis le cessez-le-feu il y a un an. Environ un millier d'enfants ont subi l'amputation d'au moins un membre. Plus de 5 000 enfants attendent une évacuation médicale d'urgence. Plus de 60 000 enfants ont perdu un ou leurs deux parents. 40 000 nourrissons de moins d'un an courent un risque sanitaire important. Peut-on simplement revenir au 6 octobre, à la lutte contre le coup d'État judiciaire, à la guerre autour de la conscription des ultra-orthodoxes, comme si le génocide de Gaza n'avait jamais eu lieu ?

Depuis quelques années, nos partenaires palestiniens de citoyenneté sont victimes d'une persécution institutionnelle sans précédent. Le Dr Hassan Jabarin, directeur général d'Adalah, parle de *"doctrine des sujets ennemis"*. L'État les traite littéralement comme des ennemis.

Qu'est-ce que tout cela signifie pour nous, citoyens juifs ? Que signifie le fait que l'État ait presque entièrement retiré le voile des protections civiles à ceux qui sont censés être nos partenaires de citoyenneté ? Leur disons-nous : *"Faites-nous confiance, nous veillerons à vos droits"* ? Ou bien nous joignons-nous à leur lutte politique pour l'égalité ? *(…)*

Dans l'Israël génocidaire, la seule chose qu'un juif humaniste puisse faire, c'est rejoindre le front antifasciste mené par les Palestiniens. Dans la rue, mais aussi dans les urnes. Si ces élections ont un sens, c'est bien celui-ci : exploiter la structure oppressive elle-même pour lui ôter, bulletin après bulletin, le venin de la supériorité qui y est ancré. Si l'on tient absolument à trouver un peu d'espoir dans toute cette obscurité, c'est précisément là qu'il se trouve. » ■

AFP

TUNISIE

Manifestation massive à Tunis le 17 octobre

La manifestation est intervenue à l'appel d'un cadre unitaire composé de trois organisations nationales : l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), l'Ordre national des avocats et la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme. Le cadre de coordination s'est ensuite élargi à neuf autres organisations, dont l'Union des diplômés chômeurs et l'Association tunisienne des femmes démocrates…

Correspondant

Chedly Ben Ibrahim / NurPhoto via AFP

Des manifestants brandissent des pancartes et des drapeaux tunisiens lors d'un rassemblement organisé au départ de la *« marche populaire nationale »*, le 17 octobre, sous le slogan de la Révolution tunisienne de 2011 : *« Travail, liberté, dignité nationale »*, devant le siège du syndicat UGTT à Tunis.

L'annonce de la marche de protestation avait été faite à l'issue d'une réunion au siège central de l'UGTT, tenue le 29 septembre, sous le slogan : *« La Tunisie d'abord… Le peuple au-dessus de toute considération. »*

Les raisons du recours à la manifestation comme forme de protestation pacifique ont été annoncées comme un refus de l'atteinte aux libertés publiques et individuelles, à la liberté d'expression à la liberté de la presse ; la remise en cause du droit à un travail décent et à un salaire équitable ; la remise en cause du droit à la santé, à l'éducation et au service public de qualité pour tous. Il s'agissait aussi de dénoncer la chute brutale du pouvoir d'achat, de l'aggravation du chômage et de la marginalisation de pans entiers de la population.

Des slogans de la révolution de 2011 ont été scandés, tels que : *« Travail, liberté, dignité nationale »* et : *« Dégage »* ; *« Libertés, libertés, l'État policier, c'en est fini »* ; *« La révolution arrive, arrive, l'injustice aura une fin »* ; *« Ni peur, ni terreur, la rue appartient au peuple. »*

Des slogans pour dénoncer l'insoutenable dégradation des conditions de vie ont également été scandés : *« La pauvreté a augmenté, la faim a augmenté, ô peuple opprimé »* ; *« Ô gouvernement, honte à vous, honte, les prix ont allumé le feu. »*

La marche a également vu l'intervention du secrétaire général de l'UGTT, qui avait déclaré auparavant que *« les portes du dialogue avaient été fermées par le gouvernement avec les organisations nationales ; le dialogue se déplacera donc dans la rue »*. Il a ajouté, durant la marche, que les choix économiques et sociaux étaient erronés et que la crise se résumait à l'accaparement de tous les pouvoirs par Kaïs Saïed.

D'AUTRES ACTIONS EN PRÉPARATION

Bassam el-Tarifi, de la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme, est également intervenu et a mis l'accent sur la question des libertés : *« Il y a une atteinte à la liberté d'expression et à la liberté d'activité politique et sociale, ainsi qu'un accaparement de tous les pouvoirs dans le pays ; ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est la reconquête de la liberté des Tunisiens. »*

Les forces de l'ordre ont empêché des citoyens et des militants de rejoindre la marche en fermant les rues et avenues menant au siège de l'UGTT ainsi que les rues parcourues par les manifestants, ce qui a créé un certain nombre d'affrontements qui se sont terminés par l'autorisation de passage pour certains, tandis que d'autres ont été empêchés de rejoindre la marche.

Le cadre de coordination de la marche a déclaré que celle-ci ne serait pas la dernière et que des discussions étaient en cours sur des mécanismes de lutte à venir, qui seraient variés et ne se limiteraient pas à la capitale, face aux choix antinationaux et antisociaux du pouvoir. ■

SÉNÉGAL

72 heures de grève nationale

Les travailleurs des secteurs publics et privés ont cessé le travail les 21, 22 et 23 octobre derniers pour le pouvoir d'achat, l'emploi, les retraites mais aussi dénoncer le marché de dupe de la « trêve sociale », les réformes du Code du travail et du Code de la sécurité sociale.

Cette grève générale était organisée par le Front syndical pour la défense du travail (FSDT) regroupant une douzaine de centrales syndicales. Ces centrales avaient pourtant été associées à la signature d'un pacte national de stabilité sociale (trêve sociale) pour trois ans sous l'égide du gouvernement et du patronat.

Mais, dès la fin de 2025, les grèves se multiplient dans l'éducation et la santé face aux retards dans l'application des accords.

En mars 2026, ces centrales syndicales déposent un préavis de grève d'avertissement, dénonçant les engagements non respectés et les réformes contestées, qui se concrétise avec succès le 10 juillet dernier.

Sans satisfaction de leurs revendications, le FSDT a donc organisé la mobilisation pour cette grève de soixante-douze heures qui a été massive, malgré les réquisitions militaires et les contraintes imposées par le gouvernement.

S. L. ■

Déclaration du Front syndical pour la défense du travail, à l'issue de la grève (extraits)

« Le FSDT se félicite du succès éclatant de cette grève générale, qui a enregistré un taux moyen de participation estimé à 90 % sur les trois journées. *(…)*

Nos revendications prioritaires sont claires et demeurent au cœur de notre plateforme : la réduction des prix des denrées de première nécessité et de services de consommation courante (eau, électricité, carburant, etc.) ; la réintégration des travailleurs licenciés ; la révision des dispositions relatives aux contrats à durée déterminée (CDD) : prévoir un seul renouvellement et porter à deux ans maximum tout renouvellement compris ; le maintien du statut de travailleur journalier en lieu et place du travailleur occasionnel ; le maintien du consensus obtenu en Conseil consultatif national du travail et de la Sécurité sociale en ce qui concerne la gouvernance des institutions sociales (IPRES) ; l'extension de l'indemnité de logement aux agents contractuels. *(…)*

Notre détermination demeure intacte. Les travailleurs ont fait preuve de responsabilité en se mobilisant massivement. Il appartient désormais aux autorités d'apporter des réponses à la hauteur des attentes exprimées.

Nous lançons également un appel à toutes les forces syndicales à consolider l'unité, renforcer la solidarité et maintenir la vigilance.

Le FSDT reste ouvert à toute démarche de concertation sérieuse, à condition qu'elle débouche sur des avancées concrètes et vérifiables. Les travailleurs ont parlé. Leur mobilisation est massive. Leurs revendications sont légitimes. Leur détermination reste entière.

Vive l'unité syndicale ! Vive la solidarité des travailleurs ! »

■

Une large tribune pour saluer les 50 ans du Comité international contre la répression

DR

Nous avons rendu compte, dans un précédent numéro, de la conférence organisée par le Comité international contre la répression (Cicr), à la bourse du travail de Paris, le 3 octobre dernier. Une large tribune présidait cette conférence.

Au premier rang, de gauche à droite : Maïté Hubert M'Toumo, secrétaire générale de l'UGTG (Guadeloupe) ; Brenda Wanabo-Ipeze, dirigeante du FLNKS (Kanaky) ; Dr Olga Lopez, ex-détenue torturée en Colombie ; Nicolas de Sa-Pallix, avocat pénaliste ; Jérôme Legavre, député LFI de Seine-Saint-Denis et militant du POI ; Dr Cyrille Venet, ex-secrétaire général du SNMH FO, cofondateur de l'Association médicale mondiale (luttant pour la libération du Dr Hussam Abu Safiya) ; Alexeï Sakhnine, militant russe ; Patrice Moulun, secrétaire général de l'UL CGT de Toulon. Au second rang : Jean-Yves Judith, Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe ; Gérard Bauvert, président d'honneur et cofondateur du Cicr. Derrière Nicolas de Sa-Pallix, Miguel Martinez, secrétaire du Cicr ; Gérald Fromager, président du Cicr. Est également intervenue à la tribune la famille de Claude Jean-Pierre, tué par la gendarmerie lors d'un banal contrôle routier en Guadeloupe.

À noter dans vos agendas

HANS LUCAS via AFP

IVe INTERNATIONALE

La Vérité, revue d'actualité politique et tribune de discussion, est parue

Prix : 5 euros auprès des militants du POI

Après le meeting international de Londres contre la guerre, le combat contre la guerre s'organise. Retrouvez dans ce numéro deux entretiens exclusifs :

Jana Silverman, coordinatrice du comité international des Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA). Au cœur de la crise aux États-Unis, Jana Silverman revient sur la situation interne dans son pays, les résultats des primaires et les perspectives pour DSA.

Awad AbdelFattah, cocoordinateur de la Campagne pour un seul État démocratique, ancien secrétaire général du parti palestinien BALAD (Rassemblement démocratique national) à l'intérieur de l'État israélien. À quelques semaines des « trois ans » du 7 octobre, alors que le génocide à Gaza se poursuit tout comme le nettoyage ethnique en Cisjordanie, Awad AbdelFattah revient sur la perspective politique de l'établissement d'un État unique en Palestine.

Au sommaire

LA RUBRIQUE POLITIQUE DU MOIS

- Honneur aux déserteurs russes et ukrainiens !
- Après le meeting international de Londres contre la guerre
- Le mythe de la réindustrialisation des États-Unis face à la crise chronique du capitalisme

L'ACTUALITÉ POLITIQUE DU MOIS

EN AMÉRIQUE

- États-Unis : à deux mois des *midterms*, à deux ans de la présidentielle, la résistance de la classe ouvrière au cœur de la crise politique
- Amérique latine : résistance, élections et offensive impérialiste
- L'étranglement de Cuba par Trump et le train de mesures de privatisation
- Bolivie : bilan de la rébellion populaire qui a duré cinquante jours. Interview de Bayardo Martinez Villaroel

EN EUROPE

- Contre la classe ouvrière, les gouvernements accélèrent la préparation de la guerre sur le continent
- Ceuta, crise migratoire ou crise d'un modèle colonial ?

EN AFRIQUE

- Azanie (Afrique du Sud) : les cinquante ans du soulèvement de Soweto
  La parole à Lybon Mabasa, président du SOPA, dirigeant de la IVe Internationale

ARGUMENTS

- La place de la classe ouvrière dans la situation mondiale. Le prolétariat, une vieille lune… vraiment ?

HISTOIRE

- Pierre Lambert et la révolution algérienne, suivi de six documents

« Le pouvoir en place est illégitime et ne se maintient que par la violence répressive »

DR

Interview exclusive de Laurent Thinès

Laurent Thinès est neurochirurgien au CHU de Besançon, chef de service depuis onze ans au CHU. Depuis 2018 et le mouvement des Gilets jaunes, il milite activement contre l'usage des armes sublétales utilisées contre les manifestants. Défenseur de l'hôpital public et engagé contre les conséquences sur la population des politiques menées par Macron, il revient pour nous sur la situation politique marquée par la révolte de la jeunesse et la répression d'État qu'elle subit.

Depuis le mouvement des Gilets jaunes, vous vous mobilisez publiquement contre l'usage des armes sublétales utilisées contre les manifestants…

Laurent Thinès : Ces armes, qui sont en fait des armes de guerre, sont utilisées en France depuis de nombreuses années, en particulier contre les mouvements écologistes. On pense à Notre-Dame-des-Landes, à Sivens et autres mobilisations.
Et puis, on pense à l'usage de ces armes dans les quartiers populaires des grandes villes.

Aujourd'hui, une mobilisation sans précédent de la jeunesse est en cours. Quel regard portez-vous sur cette mobilisation ?

Je pense que cette mobilisation est vraiment vitale. Elle demande des moyens légitimes pour assurer un système éducatif de qualité en France.

Ces jeunes qui sont mobilisés ont été l'objet d'une répression d'État sans précédent, qui n'est pas sans rappeler ce qu'avaient subi les gilets jaunes…

En 2018, ces armes sublétales étaient déjà utilisées en France. Mais on en a vu aussi leur utilisation pendant les manifestations contre la loi travail sous Hollande et Valls.
On avait des dossiers de manifestants qui avaient le crâne enfoncé ou des hémorragies cérébrales. Et puis on a eu des morts récemment à Marseille à l'occasion d'une manifestation après la mort de Nahel.
Humaniste et soignant, je ne pouvais que dénoncer l'usage de ces armes.
Il y a beaucoup de blessures craniofaciales chez ces manifestants, en l'occurrence à partir de LBD, responsables de nombreux éborgnements, mais aussi de fracas crâniens. Le discours du ministère de l'Intérieur et de ses relais médiatiques est de dire que non, ce ne sont pas des armes si dangereuses que ça.
En tant que médecin, je sais très bien la gravité des lésions qui ont été subies par ces patients. Je sais aussi les conséquences que ça a sur leur vie, en termes de handicap, de rééducation, de frais de soins, ainsi qu'en termes sociaux, de non-reprise d'activités professionnelles, de soucis familiaux, ou de dépression. Ces gens qui ont leur vie foutue en l'air.
C'est une justice expéditive qui s'exerce dans la rue, au moyen de ces armes, soit par la mutilation, soit par la mort.
Et pour les manifestants blessés, c'est la triple peine : ils sont blessés, ont les conséquences sociales de leurs blessures et leurs blessures ne sont reconnues ni sur le plan social ou sociétal, ni sur le plan judiciaire. Très peu de manifestants ont été reconnus comme des victimes et indemnisés, et leurs agresseurs ne sont jamais condamnés à des peines fermes. Il y a une injustice totale derrière tout ça.

Quel bilan faites-vous aujourd'hui ?

Le pouvoir en place est illégitime et ne se maintient que par la violence répressive. Il est prêt à tout pour se maintenir au pouvoir, jusqu'à mutiler des enfants. Voilà, on en est là.
Je fais le récapitulatif des blessures depuis le début du moment lycéen. Il y a aujourd'hui huit éborgnés, cinq amputés, donc amputés c'est les mains ou les pieds. Il y a trois blessés graves au niveau de la face, des visages fracassés avec des tirs tendus de lacrymo. À Toulouse, le week-end dernier, un manifestant a eu le nez arraché par un tir tendu de lacrymogène. Et puis, il y a des blessures graves, parce que les grenades de désencerclement explosives contiennent une charge détonante très puissante, et c'est pour ça qu'on a eu des jeunes qui ont eu des mains arrachées, pas parce qu'ils ont ramassé les grenades, mais parce que les grenades leur sont tombées dessus au hasard. Il va y avoir des morts, c'est obligatoire.
À Paris, le 17 octobre, place de la République, ça a été une vraie boucherie. Il y a eu des dizaines et des dizaines de blessés. Des gens ont été blessés par des éclats de ces grenades, parce que des pièces métalliques contenues dans les grenades sont propulsées aussi dans la foule, font office de balles perdues, et partent n'importe où. Des gens ont eu des cuisses perforées, un monsieur a failli mourir sur le trottoir d'une hémorragie massive. Il a été sauvé par des *street medic* qui lui ont mis un garrot de sauvetage sur le pavé. Il a perdu des litres de sang. D'autres se sont retrouvés avec des éclats dans le ventre. J'ai à ce jour documenté 16 blessés graves. Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. Il n'y a pas de décompte officiel de ces blessures et les gens portent rarement plainte quand ils sont concernés. Ils ont peur de le faire. Plus personne n'est à l'abri de ce pouvoir qui est dans une fuite en avant et ne tient plus finalement que par la répression.

Sur le plan budgétaire, Macron et Lecornu veulent faire passer un véritable budget de guerre avec 54 milliards de coupes…

L'argent magique existe pour la guerre et l'armement. Les autres budgets sont sacrifiés.
Sur le plan de l'hôpital, depuis dix ans de présidence Macron, je ne sais plus à combien on en est de fermetures de lits. Non seulement, ils n'augmentent pas le financement de la Sécurité sociale et de la santé, mais en plus, ils font des coupes dans la santé, donc ça, c'est insupportable quand on voit l'état de nos hôpitaux. À Besançon, on est encore à peu près préservés, on va dire, mais on en voit quand même les conséquences. Moi je les vois dans mon service, sur les délais d'hospitalisation, sur les délais de chirurgie, sur les temps d'attente aux urgences des patients, etc. Cela montre bien qu'on est dans un système malade, et sans cesse attaqué.
Après, on connaît les objectifs visés par le gouvernement Macron : c'est de privatiser l'hospitalisation, de transférer les activités de soins vers des centres privés, mais aussi privatiser la Sécu et l'assurance santé. En faisant ça, ils dégradent le système de santé public.
C'est ça qui donne sens aussi à mes engagements finalement : défendre à la fois le système public hospitalier et la mobilisation des lycéens. Tout ça, ça fait sens dans la mesure où ce sont les mêmes logiques, au final, qui s'appliquent aussi à nous, et à l'écosystème éducatif. ■

***Trait** libre*

INFORMATIONS OUVRIÈRES Nº 933 **infos-ouvrieres.fr** **SEMAINE DU 29 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 2026**

INFORMATIONS OUVRIÈRES
Tribune libre de la lutte des classes, hebdomadaire du POI. Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité.
L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières.
Nicole Bernard, directrice de la publication.

• **Rédacteur en chef :** Yan Legoff.
• **Siège :** 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.
• **Imprimerie :** Digitaprint. 59440, Avesnes/Helpe.
• **Papier** : France/Norvège, recyclé.
• **Tirage :** 10 000 exemplaires.
• **Commission paritaire :** 0929 C 85410.
• **ISSN :** 0813 9500.

• **Rédaction :** *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016 - 75479, Paris CEDEX 10.
Tél. : 01 48 01 88 20.
E-mail : informations-ouvrieres@iomago.fr

• **Administration, abonnements, commandes :**
Tél. : 01 48 01 88 22 ; 01 48 01 88 41.
E-mail : administration-io@iomago.fr
• **Dépôt légal :** à publication.

L'HUMEUR
de Michel Sérac

Trappes : les instigateurs du crime

La jeune R., 12 ans, a été criblée de huit balles. Sortant de la piscine, elle *« avait un foulard sur sa tête ce matin »*, dit sa mère effondrée. *« Peut-être que c'est à cause de ça qu'il s'en est pris à elle. »* Une mère de famille voilée et sa fille ont entendu une rafale perforer leur voiture. Assassiné sur son lieu de travail, Pengo Bossio Wangi, et son compagnon gravement blessé, ont été sélectionnés par le tueur sur leur couleur de peau. Les partis qui incitent chaque jour au racisme (*« À bas le voile ! »*, ou l'abaya, ou la viande halal, ou les mosquées, etc.), les médias qui, sur ordre de leurs maîtres, suppurent la haine raciste, s'interrogent hypocritement sur les « motivations » du tueur. Vous ne tromperez personne : quel que soit son psychisme, il s'est conformé à VOS appels criminels à la ségrégation selon les vêtements, la couleur de peau, l'« origine ». Le tueur de Trappes est un *produit*, le produit d'une chaîne de fabrication qui tourne à plein régime. Les peurs animales, les préjugés attisés, les mensonges calculés, sont distillés à des fins de provocation, par une classe dominante inquiète pour son régime, haïe du peuple comme jamais. Cinq jours avant Trappes, une chaîne aux mains du milliardaire Bouygues déversait le venin d'un *« grand remplacement »* par *« une horde de barbares maghrébins et africains qui rentrent dans les villes »*, remplacement qui a *« une vitrine légale : les députés LFI. Il a un mode opératoire : le pillage, la razzia »*. En fait de mode opératoire, Zemmour emploie ici précisément celui légué par Goebbels : répétez mille fois un mensonge, il sera pris comme vérité. Macron ment : le tueur de Trappes n'est pas « le premier ». Il est le clone, entre autres clones, du tueur de Puget-sur-Argens : *« Stop aux islamiques de mes deux, réveillez-vous, sortez vos couilles, allez les chercher là où ils sont, ce soir on fait un carton* (…). *L'État n'est pas capable de nous protéger, de les renvoyer chez eux, Jean-Marie nous l'avait dit qu'on serait dans la merde »* (1).
Les donneurs d'ordre d'un racisme public omniprésent, préparant lynchages et meurtres, puisant aux sources de l'indigénat colonial français et de l'apartheid, sont les grands magnats de la finance. Des centaines de milliers de manifestants contre Macron en sont conscients : la lutte pour les libertés, et celle contre la classe des exploiteurs et des gavés ne font qu'une.

(1) Vidéos de l'assassin du coiffeur tunisien en 2025 dans cette ville du Var, appelant à voter Rassemblement national (*Le Monde*, 3 juin 2025).

Faites-le savoir !

« Ne recommencez pas, madame ! »

Isabelle Saporta, journaliste et chroniqueuse sur LCI, vient d'être suspendue d'antenne parce qu'elle a vigoureusement critiqué la députée Prisca Thevenot, ancienne porte-parole du gouvernement Macron.

C'est un lieu commun de dire que la presse en France n'est pas libre. Certes, une petite poignée de milliardaires possède la quasi-totalité des médias. Et bien évidemment dicte ses exigences.

Cela ne suffit pas à expliquer la spécificité française en la matière. Car en Grande-Bretagne et aux États-Unis, les capitalistes aussi possèdent la quasi-totalité des médias.

La presse est soumise – tout le monde le sait – au pouvoir politique. Là non plus, cela ne suffit pas à expliquer la spécificité française.

Il existe dans ce pays une tradition révolutionnaire : 1789, 1830, 1848, 1871, 1936, 1945, 1968…

Face à cette tradition, la classe dominante a cherché à centraliser avec violence entre ses mains tous les moyens dont elle pouvait disposer : armée, police, presse, etc. Cela s'est encore accentué sous la Ve République. La spécificité de la France tient au fait que le mélange entre la politique, les affaires et la presse – qui existe dans d'autres pays – est porté en France à un point qualitativement supérieur. Un député centriste, opposé au gaullisme, dans les années 1970, caractérisait cela comme *« la République des copains et des coquins »*.

Jusqu'au milieu des années 1970, il y avait en France un ministre de l'Information. À cette période, deux pays en possédaient également : la dictature stalinienne en URSS et la dictature franquiste en Espagne.

Au lendemain de la grève générale de 1968 en France, le ministre de l'Information, Joël Le Theule, a procédé à une très importante vague de licenciements à l'ORTF (monopole public de l'audio et de la télévision publique). Un des journalistes politiques et économiques les plus connus, Emmanuel de La Taille, des journalistes sportifs connus, Robert Chapatte et Roger Couderc, ont eux aussi fait partie d'une charrette de licenciements. Un jeune journaliste de 25 ans qui avait eu le tort de participer à un rassemblement de protestation devant les bâtiments de l'ORTF en scandant : *« Libérez l'ORTF ! »* fut licencié : il s'agit de Michel Drucker. Léon Zitrone, figure de la télévision, a failli être licencié, mais grâce à une intervention haut placée, il ne l'a pas été. Il fut muté et rétrogradé comme chroniqueur des courses hippiques !

Toute l'histoire du journalisme en France est cadrée par cela. Il n'est quasiment aujourd'hui plus vraiment nécessaire que la direction ou le propriétaire du média n'intervienne. Les journalistes connaissent la limite qu'il ne faut pas dépasser. On peut s'attaquer à LFI sans problème, mais pas aux autres. Et quand une journaliste, comme Isabelle Saporta, dépasse cette limite, elle est sanctionnée. Un avertissement à ne pas récidiver…

Lucien Gauthier ■

Mais elle, elle recommence

Alix Bouilhaguet, journaliste sur Franceinfo, a dû présenter ses excuses publiquement pour avoir affirmé que Jean-Luc Mélenchon ne condamnait pas les violences du 17 octobre. Elle est coutumière du fait. Il y a quelques mois, recevant Manuel Bompard, elle avait affirmé que Mamdani, maire de New York, soutenait le « terrorisme islamiste ». Devant l'émoi provoqué par ce mensonge, de manière inhabituelle, la direction de France télévisions avait publié un communiqué condamnant les propos de cette « journaliste ». Mais, elle est toujours en place ! La direction de France 2 a dû également publier un communiqué face au tollé provoqué par un reportage du journal de 20 heures de Laurent Delahousse identifiant les manifestants du 17 octobre aux casseurs. La CGT de France 2 demande la démission de Laurent Delahousse. ■

Je m'abonne à *Informations ouvrières*

9 000 personnes suivent notre **fil d'actualités en direct,** 1 000 de plus en un mois.

Je rejoins le fil Telegram@ioRetraites

Retrouvez-nous sur nos réseaux !

@IO

100 % NUMÉRIQUE

DÉCOUVERTE
Les plus populaires
1 € pour 15 jours puis 5 €/mois

5 €/mois
standard

16 PAGES Journal HEBDO

DÉCOUVERTE
Les plus populaires
8 €/mois
avec accès au site

Pour le journal papier uniquement, possibilité de règlement par chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières.*
3 mois : 24 euros ; 6 mois : 48 euros ; un an : 96 euros
Règlement à envoyer au journal : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris avec nom, prénom, adresse postale et email.